[CAMPUS]
1420 Mont-Royal, en Cour d'appel
page 9

[SOCIÉTÉ]
Ils votent bleu blanc rouge
pages 12-13

[CULTURE]
Un tableau inaccessible chez le recteur
page 23

QUARTIER L!BRE

Vol. 19 • numéro 16
18 avril 2012
www.quartierlibre.ca

LE JOURNAL INDÉPENDANT DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL • QUARTIERLIBRE.CA

Opération portes ouvertes

PAGE 7

Les professeurs appuient les étudiants

Nous, professeures et professeurs d'université du Québec, tenons à marquer notre entière solidarité à l'égard des étudiantes et étudiants grévistes dans leur lutte contre la hausse des frais de scolarité.

Nous joignons notre voix à la leur pour dénoncer l'indifférence de l'actuel gouvernement, son refus d'une véritable négociation ainsi que sa conception à courte vue du financement des universités et de la place de l'éducation dans la société. Aux revendications – légitimes et argumentées – des étudiantes et étudiants, nous apportons notre soutien, aujourd'hui comme demain, pendant comme après la grève, quelle qu'en soit l'issue.

Nous tenons à saluer l'esprit critique, l'inventivité et la persévérance dont font preuve les étudiantes et les étudiants depuis le début de la grève. Ils ont montré plus souvent qu'à leur tour la pertinence de la place qu'ils entendent occuper dans des débats dont dépend l'avenir de nos universités. Grâce à eux, un espace de réflexion s'est ouvert, et des questions cruciales au sujet de l'enseignement, de la culture, de l'économie et du rôle de l'État sont débattues sur la place publique. Ils rappellent à tous que la démocratie se fait tous les jours, par tous.

Ils méritent d'être écoutés et entendus.

Signé par 524 professeurs d'universités au Québec, dont 106 professeurs de l'UdeM

Le prix de l'ignorance

Depuis plus de 3 semaines que les 815 étudiants en physiothérapie et ergothérapie de l'UdeM sont en grève. Nos stages et notre entrée sur le marché du travail sont aujourd'hui officiellement menacés. Malgré cela, nous refusons de reculer et nous continuons de réclamer du gouvernement Charest qu'il nous écoute.

De tous les côtés, on tente de nous faire croire que notre grève ne fait de mal qu'à nous seuls. Notre opinion diverge sur ce point et c'est pourquoi nous persistons à ne pas vouloir retourner en classe. Quand les étudiants font la grève, ils connaissent les risques qu'ils courent : perdre du contenu universitaire, voir leur session allongée ou même annulée. Une fois cela compris et la décision de faire la grève assumée, le bras de fer est entamé. M. Charest, pour sa part, ne semble pas faire le même calcul que nous. Nous remettons en question la capacité du système de santé québécois d'être en mesure d'absorber l'absence de stagiaires en ergothérapie et physiothérapie cet été et de diplômés en septembre.

On nous dit sans relâche que notre session est en péril, que nos diplômes le sont également. Nous croyons fermement que cette menace met en péril le système lui-même bien avant nous puisque en ce qui nous concerne, nous avons accepté ces conséquences avant même de nous prononcer.

On demande à une génération entière de cesser de défendre ses valeurs et sa vision du Québec de demain. On demande aux étudiants du Québec d'être responsables en acceptant cette hausse de 75 % des droits de scolarité. En réponse à cela, les étudiants en réadaptation de l'Université de Montréal demandent à M. Charest d'être à son tour responsable et de parler avec les étudiants. N'oubliez pas qu'avec le titre de premier ministre, vient aussi la responsabilité de s'occuper des Québécois et des Québécoises, qu'ils soient jeunes ou vieux, étudiants ou sur le marché du travail. Le premier ministre ne doit pas faire preuve d'intransigeance et d'arrogance, mais bien traiter les étudiants avec du respect et de la diligence.

L'absence d'écho provenant du gouvernement notamment de MM. Charest et Bachand et de Mme Beauchamp, est d'autant plus inquiétante qu'inacceptable. Il est effectivement inquiétant de voir que lorsqu'un mouvement social comme celui auquel nous assistons se crée, un gouvernement perdure à faire la sourde oreille sans gêne ni honte. Inacceptable, tout simplement parce que pour reprendre les paroles de notre premier ministre lui-même, *« la démocratie ce n'est pas j'ai gagné, tu as perdu, je fais ce que je veux »*.

Très bientôt, nous ne serons plus sur les bancs d'école, nous serons les travailleurs de cette province, les professionnels de notre système de santé. Nous redonnerons à chacun d'entre vous ce qui nous a été offert par une scolarisation accessible et de qualité. Lorsque vous aurez mal au dos, que votre arthrite vous empêchera d'être autonome ou que votre enfant ne se développera pas normalement, vous aurez à votre tour besoin de nous. Nous croyons que cet ordre des choses, je reçois et je redonne, est la richesse de notre province. Faisons ensemble en sorte que cette richesse demeure et non pas qu'elle soit uniquement rattachée à un symbole de dollar.

Les étudiants et étudiantes en réadaptation de l'UdeM, ne demandent pas mieux que de retourner apprendre pour contribuer au système de santé le plus rapidement possible. Pour ce faire, ils réclament une seule chose : la discussion avec le gouvernement Charest.

Les étudiants et étudiantes en réadaptation de l'UdeM

Sociologues contre la hausse

Les signataires de cette lettre tiennent à manifester leur appui aux étudiants* qui s'opposent à la hausse des frais de scolarité au Québec. En tant qu'étudiants, assistants à l'enseignement et chercheurs, nous sommes troublés par les décisions du gouvernement actuel, lesquelles mèneront à l'augmentation des inégalités sociales tout en minant l'effort de gestion efficace et responsable des fonds publics. À ce sujet, nous désirons exposer trois points importants :

• Augmenter les frais de scolarité accroîtra les risques de pauvreté chez les jeunes, s'attaquant du même coup aux principes mêmes de la social-démocratie sur lesquels est basé le modèle québécois. Nous sommes fiers de vivre dans une province qui se distingue par sa volonté de soutenir les étudiants qui travaillent pour subvenir à leurs besoins. La hausse des frais de scolarité proposée va à l'encontre de cette tradition. En tant que citoyens et contribuables, nous croyons que les membres de la société ne devraient pas être pénalisés en raison de leur sexe, âge, milieu familial ou handicap. Considérant que les jeunes occupent une part importante des emplois à faible salaire et à temps partiel et que le marché de l'emploi est particulièrement compétitif et difficile d'accès pour les jeunes, la précarité est une réalité qui menace une grande partie du corps étudiant. Ainsi, l'augmentation des frais de scolarité risque de faire grimper le taux de pauvreté chez les étudiants comparativement au reste de la population.

• Augmenter les frais de scolarité amplifiera les disparités en termes d'accès à l'éducation supérieure. L'éducation postsecondaire est devenue une condition à la réussite professionnelle. Toutefois, entreprendre de telles études entraine des risques indéniables. Avant de se lancer dans l'aventure, un jeune doit s'assurer d'une part, qu'il peut financièrement se permettre d'entreprendre un tel projet et d'autre part, que son diplôme lui rapportera un emploi au final. La perception d'un risque élevé est plus grande chez les jeunes provenant d'une famille à faible revenu ou dont les parents n'ont qu'un faible niveau de scolarité. Les jeunes provenant de tels milieux font donc face à un risque plus élevé de s'endetter afin de compléter leur formation universitaire puisqu'ils ne bénéficient généralement pas du même soutien familial que les enfants de parents plus scolarisés. Par conséquent, la hausse des frais de scolarité affectera plus particulièrement les jeunes de familles à faible revenu en ce qui a trait à la possibilité d'obtenir un diplôme d'études collégiales ou universitaires, de même qu'à leurs chances de réussite future. Cette situation affectera également les jeunes de la classe moyenne qui reçoivent généralement une part moins importante de bourses dans le programme de prêts et bourses du gouvernement et dont le revenu familial limite la contribution financière possible des parents.

• Augmenter les frais de scolarité nuira à la formation universitaire et professionnelle des étudiants. La hausse forcera de nombreux jeunes à passer plus de temps au travail et ainsi, à consacrer moins de temps à leurs études. Cette mesure risque d'entrainer une augmentation du taux d'abandon scolaire puisque les jeunes pourront plus difficilement conjuguer études et travail. Les étudiants qui entreprendront leurs études sous ce nouveau régime recevront le même diplôme que leurs confrères des années précédentes sans avoir pu y investir autant de temps et d'efforts. Cela s'avèrera néfaste à la fois pour les employeurs, qui se fient en grande partie aux diplômes et attestations d'études lors de l'embauche de jeunes candidats, mais aussi pour la population étudiante en général qui verra la valeur d'un diplôme universitaire chuter.

À long terme, les impacts négatifs de la hausse des frais de scolarité sur l'accessibilité des jeunes à l'éducation nous affecteront tous et toutes.

* Dans le présent document, le masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

- **McGill Graduate Sociology Students'Association (MGSSA)**
- **Association des cycles supérieurs de sociologie de l'UdeM (ACSSUM)**
- **Sociology and Anthropology Graduate Student's Association at Concordia University (SAGSA)**
- **Association des étudiants et étudiantes des études avancées en sociologie de l'UQAM (AEEAS)**

Les Habitants malades de la dette

(Inspiré des *Animaux malades de la peste* de Jean de La Fontaine)

Il survint chez les Habitants,
Un peuple jadis florissant,
Une énorme dette pesée en milliards
Dans les mains d'un shah, maître du
/ gouvernement,
Incapable de gérer les fonds autrement
Que de gaspiller le huard.
Les infrastructures et l'éducation,
La santé et les pensions,
Toutes, sont paralysées par le grand
/ fardeau.
Ballotté par toutes les eaux,
Dans tous les sens et sans issue,
Le shah dut bien se réveiller
Dans ses draps douillets et cossus
Pour organiser une veillée.
Il commença par ces mots : « Mes chers
/ Habitants,
M'est avis qu'est venu le temps
De découvrir le plus coupable
D'entre nous, qui par sa faute,
conduit l'État vers une mauvaise côte.
Mais, pour commencer, laissez-moi me
/ mettre à table.
J'ai formé un gouvernement très corrompu
Qui manipule à l'insu
Du peuple la nomination des juges,
Entretient sans ménage
La corruption dans la fonction publique
Et les contrats étatiques
Sont offerts à nos bons amis ».
Lime Beaucitron dit sur un drôle de ton :
« Eh coudonc,
Pourquoi se préoccuper de ces faux
/ ennuis !
Voilà des peccadilles qui sont sans effet
Sur le fonctionnement d'un si petit peuple !
Sur moi, veuillez prendre exemple.
Je néglige le français, je gagne un trophée.
Les écoles sont sans conteste insalubres,
Les universités, de façon lugubre,
Gérées par des gens incompétents dits
/ recteurs
Qui avec l'îlot Voyageur
Ont pu gentiment gaspiller
Les quelque cinq cent millions
Laissés gratuitement à leur disposition »
Le carabin, non sans fierté,
Affirme que ses droits de scolarité
Sont les plus bas qu'on puisse trouver
Au Canada. Sur ce, le grand shah s'indigna
Des propos de ce carabin et opina
Qu'on augmentât les droits de scolarité
De soixante-quinze pour cent.
Le carabin, voyant venir l'atrocité,
Ignorant la fable d'antan,
Cria haro sur le shah et ses lèche-mains.
Fort du courage affiché par ses collègues,
Fier, il prit sur lui de mettre en exergue
Le refrain récité par tous les carabins :
« Au nom de ce grand peuple de fiers
/ Habitants,
de ces familles qui soutiennent leurs enfants,
nous faisons serment de ne pas baisser les
/ bras.
Nous allons tenir, tenir le cœur dans la voix,
Aucun genou ne fléchira.
Tenir contre toute velléité de hausse.
La hausse, très clairement, ne passera pas.
N'en déplaise au shah, nous ne boirons pas
/ la sauce ».

Bernard Boateng

QUARTIER L!BRE

RÉDACTEUR EN CHEF
Vincent Allaire
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE

CAMPUS
Tiffany Hamelin
campus@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ
Antoine Palangié
societe@quartierlibre.ca

CULTURE
Olivier Boisvert-Magnen
culture@quartierlibre.ca

PHOTOGRAPHE DE LA UNE
Pascal Dumont

JOURNALISTES
Charlotte Biron
David Bonin
Fanny Bourel
Sarah Champagne
Didier Charette
Andréanne Chevalier
Elom Defly
Justin Doucet
Marianne Drolet-Paré
Maxime Dubois
Elsa Ferreira
Medy Krouk
Audrey Larochelle
Charlotte Guerlotté
Coraline Mathon
Mathieu Mireault
Mariam Moustakaly
Stefania Neagu
Olivier Simard-Hanley

PHOTOGRAPHE
Pascal Dumont

ILLUSTRATEUR
Mélaine Joly

CORRECTEURS
Étienne Côté
Christiane Dumont
Lidia Medola
Antoine St-Amand

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse,
Zirval design

PUBLICITÉ
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari
directeur@quartierlibre.ca

IMPRESSION ET DISTRIBUTION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514-343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Tirage de 6 000 exemplaires.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de la Presse universitaire canadienne (PUC/CUP).

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
Rentrée 2012

PROCHAINE TOMBÉE
Rentrée 2012

ÉDITO

L'intimidation prend de l'ampleur à l'UdeM

L'Université a embauché des agents de sécurité supplémentaires pour prévenir le vandalisme. Lundi dernier, cela a mené à des agressions verbales de la part des agents contre des étudiants et des enseignants.

L'arrivée de ces agents survient après que des centaines de manifestants ont envahi jeudi dernier le hall d'honneur du pavillon Roger-Gaudry. Les cris fusaient de partout, amplifiés par l'acoustique de la pièce. Les étudiants manifestaient de manière spontanée en réaction à l'annonce d'une injonction obtenue par l'Université.

Certains ont même tenté de démolir la porte du recteur, Guy Breton, avec un bélier. En vain. Ils ont donc enfoncé d'autres portes, sectionné des câbles Internet, lancé de la peinture rouge sur les murs et de la peinture blanche sur des sièges du grand amphithéâtre.

Un membre de l'équipe de rédaction et le photographe de *Quartier Libre,* présents sur les lieux, ont été intimidés par certains manifestants alors qu'ils couvraient l'évènement.

À la manifestation du 13 mars dernier, des étudiants avaient pourtant pris à partie des casseurs qui tentaient de vandaliser une voiture de police. Cela avait montré que les étudiants étaient capables de gérer les actes de vandalisme par eux-mêmes.

Au final, la violence ne sert pas les étudiants. Le gouvernement ne peut pas céder devant des actes de violence. Reformulons-le autrement : le gouvernement a toute la légitimité d'agir comme il le veut quand il y a de la violence. L'histoire moderne au Québec en est garante.

Dans le domaine de la construction, le gouvernement est en train de mettre fin au placement syndical, à cause notamment des gestes d'intimidation posés par certains travailleurs à l'endroit d'autres travailleurs.

En 2005, la victoire du mouvement étudiant s'est faite au prix d'un schisme entre les deux fédérations étudiantes universitaires et collégiales et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), cette dernière ayant refusé de dénoncer les actes de violence. Le gouvernement libéral de l'époque l'avait exclue de la table de négociation et avait discuté avec les fédérations. C'est d'ailleurs la même dynamique qui s'est installée depuis dimanche dernier, alors que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a invité uniquement la FEUQ à négocier.

Le gouvernement libéral de Jean Charest a aussi reculé sur plusieurs dossiers depuis son arrivée au pouvoir en 2003 : enquête sur la construction, syndicalisation des travailleuses en milieu familial, privatisation du parc du Mont-Orford, centrale thermique du Suroît. Dans tous ces cas, les personnes qui s'opposaient aux décisions du gouvernement n'ont pas eu recours à la violence. Et elles ont gagné.

VINCENT ALLAIRE

RECTIFICATIF

Dans l'article « Je me retire… pour mieux attaquer » du 4 avril 2012, des propos ont été attribués à tort à Me Hélène Bergeron. Cette dernière n'a jamais accordé d'entrevue au journal *Quartier Libre*. Nous présentons nos excuses à Me Bergeron.

Visitez notre nouveau site Internet avec la nouvelle section «En images»
quartierlibre.ca

SOMMAIRE

COURRIER DES LECTEURS • Réadaptation p.2 • Des profs appuient les étudiants p.2 • Poème p.2 • CAMPUS • Les bouteilles disparaissent du campus p.4 • Remise des prix 2012 p.4 • Les étudiants s'expriment sur le mouvement étudiant p.5 • 100 ans après c'est toujours d'actualité p.5 • Vandalisme au hall d'honneur p.6 • Le rugby s'amène chez les Carabins p.6 • Les manifestations en images p.7 • La carte CAMPUS revient p.8 • Le 1420 Mont-Royal transformé en condos p.9 • SOCIÉTÉ • Les Français se rassemblent à l'isoloir p.12-13 • Les grévistes rentrent en Cour p.14 • Premier emploi, grands émois p.15 • GROS projet p.15 • La dette étudiante fait des bulles p.16 • L'îlot Voyageur regagne la cote p.16 • Le 22 avril sort de terre p.17 • CULTURE • Vernissage sous le signe de Laval p. 18 • Un concours signé Charles Gagnon p. 18 • Macaronis pour la fête des mères p. 19 • Rebelle de Kim Nguyen p. 20 • Tridose musicale p. 20 • De l'anamour avec Alain Turgeon p. 21 • La cour intérieure de Marie-Vic p. 22 • Vécus entrecroisés p. 22 • Guy Breton millionnaire p. 23 • Malajube engagé p. 23 • Saveurs de l'été p. 24

• Environnement sur le campus •

Fin annoncée des bouteilles d'eau

Dès l'automne 2012, l'UdeM devrait supprimer la vente de bouteilles d'eau en plastique sur le campus tout en encourageant l'usage de gourdes réutilisables. Les comités UniVERTcité et Projet Campus Durable collaborent depuis plusieurs mois avec l'administration pour un campus encore plus vert.

PHOTO : EARTHWORM / FLICKR.COM

Comment boire de l'eau à l'UdeM dès l'automne.

« *Il est inacceptable que l'accessibilité à l'eau soit dépendante des machines distributrices d'une compagnie privée* », explique Marc-Élie Lapointe, coordonnateur à UniVERTcité. La Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM) a adopté une résolution lors de son 481e conseil central qui planifie de travailler en collaboration avec l'Université afin de réduire l'offre en eau embouteillée sur le campus universitaire.

La FAÉCUM et l'UdeM se sont entendues sur une augmentation du nombre de fontaines d'eau et de becs-de-cygne sur le campus. « *Cela a été décidé conjointement après avoir reconnu que l'accès à l'eau courante était déficient dans certains pavillons* », explique M. Lapointe. En parallèle, les comités verts lanceront la campagne *Soyez Eau Courant !* afin d'encourager les étudiants à utiliser des gourdes réutilisables.

Des étudiants et des bouteilles

Le projet est accueilli de manière positive chez les étudiants de l'Université. Daphné Deguire, étudiante à la maîtrise en études cinématographiques, n'a aucune hésitation : « *Gourde d'eau réutilisable. Définitivement. Mais je n'aime ni les boissons énergétiques ni les sucrées, donc c'est facile de choisir.* »

Hermel Jaworski, étudiant à l'Université d'Ottawa où la mesure a déjà été adoptée, confie que le retrait des bouteilles en plastique de son campus n'a toutefois pas influencé ses habitudes de consommation. « *Beaucoup d'étudiants utilisent les gourdes réutilisables vendues sur le campus. Pour ma part, je continue d'utiliser les bouteilles habituelles achetées ailleurs* », témoigne l'étudiant.

« *L'année 2011-2012 était cruciale pour la campagne contre les bouteilles en plastique puisque le contrat d'exclusivité avec Pepsi vient à échéance au mois de juin* », explique M. Lapointe.

Véronique Dupire, responsable des communications à UniVERTcité, ajoute que le contrat avec Pepsi reconduit pour une année stipule que l'UdeM aura la possibilité de bannir à tout moment les bouteilles d'eau en plastique du campus. « *Nous avons appris que cette clause était déjà en place dans le dernier contrat, mais l'Université ne voulait pas les retirer,* déplore-t-elle. [Les bouteilles en plastique] *rapportent beaucoup de profits.* »

AUDREY LAROCHELLE

• Prix •

Chapeau, nos journalistes

Coraline Mathon et Andréanne Chevalier remportent les prix de la session d'hiver 2012 du *Quartier Libre.*

Coraline Mathon, étudiante en communication, est la lauréate de la catégorie du meilleur article pour « Tu n'es pas seul devant ton écran » (paru le 6 mars). L'article est le corps d'un dossier qui fait le point sur l'état de la cybersurveillance à l'UdeM.

Andréanne Chevalier, étudiante en journalisme, est récompensée du prix de la meilleure progression/persévérance pour sa contribution, toutes sections confondues, à chacun des numéros de la session d'hiver.

Les deux gagnantes recevront chacune la somme de 250 $. Ces prix sont rendus possibles grâce à la contribution de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM) et de l'Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP).

TIFFANY HAMELIN

PHOTO : MARIE RONCARI

En avant, Andréanne Chevalier (meilleure progression/persévérance), Fatine Kabbaj (v.-p. de l'AGEEFEP) , Coraline Mathon (meilleur article) et Julien Nepveu-Villeneuve (coordonnateur aux affaires associatives de la FAÉCUM). En arrière, Vincent Allaire (rédacteur en chef), Antoine Palangié (Société), Olivier Boisvert-Magnen (Culture) et Tiffany Hamelin (Campus).

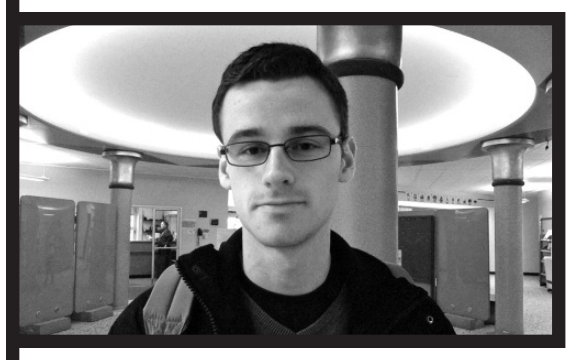
VOX **POP**

Étudiants confiants, mais...

L'issue du mouvement étudiant contre la hausse des frais de scolarité est incertaine. *Quartier Libre* vous a posé la question fatidique : quelle en sera l'issue ?

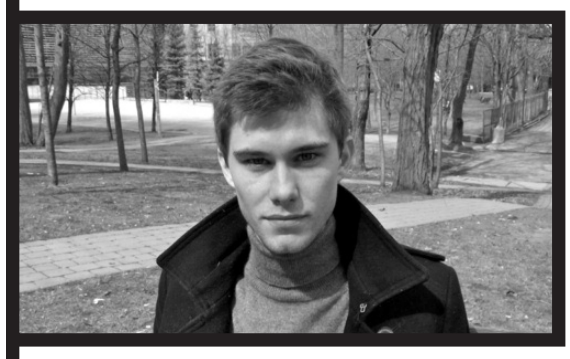
Propos recueillis par CORALINE MATHON

PHOTOS : CORALINE MATHON



Fabien Lautillay
Science neurologique, en échange (Cycles supérieurs)
« Je pense qu'au final le gouvernement finira par plier et qu'il va au moins organiser des négociations pour diminuer la hausse, mais je ne pense pas qu'il va l'annuler. Je pense que ça finira avec des compromis des deux côtés. »

Marie-Ève Ruest
Biochimie (Cycles supérieurs)
« Je crois qu'on va perdre la session, mais que, malgré cela, le gouvernement n'aura pas le choix d'entamer des négociations. »



Antoine Chupin
Entrepreneuriat, HEC Montréal
« Les étudiants vont se prendre une baffe ! Je pense que ça ne va mener nulle part. Ce n'est même pas un combat, c'est juste une prise de position d'une seule partie et non de deux. Et je ne vois pas comment, à travers un boycott des cours, on peut faire avancer les choses. »

Marianne Desrochers
Histoire de l'art
« Il y aura des négociations. Mais si on ne gagne pas à 100 %, j'espère qu'il y aura un certain terrain d'entente. Parce que, présentement, on ne peut pas dire que ça bouge beaucoup. Le gouvernement n'aura pas le choix, encore une semaine ou deux maximum, et il n'aura plus le choix ça c'est sûr et certain. »

Julien Gautier
Sociologie
« Il va y avoir des négociations à rabais comme on a vu dans les grèves précédentes. Je pense que ce sera sur les prêts et bourses, car le gouvernement sera intraitable sur la question de la hausse. J'ai l'impression qu'on va juste rester sur quelques modalités qui ne sont pas au centre de la question elle-même. C'est une vision assez pessimiste. »

Cassandra Brisebois
Communication
« Le mouvement étudiant va atteindre ses objectifs principaux, qui sont soit la négociation d'un gel soit une augmentation moins radicale. Je ne suis pas pour le principe de l'utilisateur-payeur et une hausse de 75 %. Je ne crois pas non plus que nous aurons la gratuité scolaire demain. Ce sont, pour moi, deux extrêmes qui n'arriveront pas de sitôt. En fait, je crois que les étudiants ont déjà gagné et qu'il ne s'agit ici que de la perduration d'un mouvement causé par l'orgueil du Parti libéral. »

Débat centenaire

La vie des étudiants est un essai sur la vie universitaire écrit par Walter Benjamin il y a presque cent ans. Alors que le débat actuel sur les frais de scolarité s'articule surtout autour de la question de l'accessibilité, le texte sert à animer des discussions entre des étudiants de l'UdeM et ramène à l'avant-plan une autre vision de l'université.

Le 11 avril dernier, le texte de Walter Benjamin, un philosophe allemand, était au centre d'un séminaire non officiel tenu par l'Association des étudiants en littérature comparée (AELCUM). À voir l'effervescence des discussions entre les 15 étudiants grévistes et les deux professeurs présents, les propos du philosophe allemand affilié à l'École de Francfort sont encore d'actualité.

La Créativité s'oppose au Métier

Plusieurs extraits de l'œuvre évoquent les discours des partisans du pour ou du contre la hausse des frais de scolarité.

Selon Jolianne Bourgeois, l'étudiante qui a organisé l'évènements, on y trouve des enjeux d'actualité, comme l'instrumentalisation du savoir au service de l'économie : *« Le texte le soulignait déjà à l'époque, qu'il y a une radicale séparation entre l'université dans son rôle créateur, c'est-à-dire son rôle de forger l'esprit du temps, et celui de préparer les étudiants pour exercer des professions. »*

Des organisations étudiantes d'une autre époque

Pourtant, le texte n'est pas tout à fait complaisant avec le discours du mouvement étudiant au Québec. En 2012, le véritable cheval de bataille des Fédérations étudiantes est l'accessibilité. Ce rôle de *« transformateur »* de l'université est donc relégué au second plan.

Selon Benjamin, pour résoudre la crise universitaire, il faut surmonter *« l'incapacité des étudiants, en tant que communauté, à poser en elle-même la question de la vie scientifique et de saisir son irréductible protestation contre la vie professionnelle d'aujourd'hui »*.

Samuel Dischaw, étudiant en littérature comparée, tente d'imaginer le mouvement étudiant d'aujourd'hui confronté aux circonstances à l'époque de Benjamin. Il constate que la question d'accessibilité est anachronique : *« En 1913, les enjeux* [d'accessibilité] *ne faisaient pas partie du rôle de l'université. »*

Alors, à quoi bon l'accessibilité, si les universités québécoises ne sont plus en mesure de remplir leur mission sociale de « transformateur » ? *« À long terme, c'est ça, le défi du mouvement étudiant : retravailler son discours pour mettre de l'avant le rôle fondamental des universités, sans entrer en contradiction avec le rôle de justice* [et de mobilité sociale] », ajoute l'étudiant.

JUSTIN DOUCET

Extrait de *La vie des étudiants* (1913) de Walter Benjamin :

« Le monde estudiantin devrait être considéré comme le grand transformateur [...], *le haut lieu d'une révolution permanente de l'esprit. »*

« Cette dénaturation de l'esprit créateur en esprit de métier, que nous voyons partout à l'œuvre, a envahi et domine tout l'enseignement supérieur. »

• Mouvement étudiant •

Les étudiants frappent à la porte du recteur

Près de 700 étudiants en colère ont envahi le Hall d'honneur du pavillon Roger-Gaudry le 12 avril dernier en scandant *« Guy Breton ! Démission ! »*. Alors que des manifestants cagoulés tentaient d'enfoncer la porte menant au bureau du recteur, la sécurité de l'UdeM ainsi que le Service de police de la Ville de Montréal avaient pour ordre de ne pas intervenir.

Des étudiants survoltés, dont certains s'apparentaient au Black Bloc ainsi qu'à l'Ordre du carré rouge, deux groupes radicaux, ont pris possession du Hall d'honneur et ont essayé de pénétrer en vain dans les bureaux du recteur en forçant la grande porte à coup de bélier improvisé. Des portes ont été enfoncées, des vitres ont été brisées et de la peinture a été déversée dans le hall ainsi que dans le grand amphithéâtre. La colère s'est fait sentir dans le Hall, où les slogans contre l'injonction et contre Guy Breton fusaient.

Une dizaine de voitures du SPVM étaient stationnées devant le pavillon. La brigade antiémeute et un camion de pompiers étaient également sur les lieux dans le cas où la protestation tournerait mal.

« Guy Breton nous fait la guerre ! Guerre à Guy Breton ! »

La manifestation a débuté à 15 heures sur le boulevard Édouard-Montpetit, près de la station de métro Université-de-Montréal. Ils étaient près de 1 000 à déambuler dans la rue. Après s'être rendus jusqu'au pavillon Marie-Victorin, les manifestants ont pénétré dans le 3200 Jean-Brillant où des câbles Ethernet ont été sectionnés. Ils ont terminé leur marche dans le pavillon Roger-Gaudry. La marche spontanée qui a dégénéré était organisée en réaction à l'injonction accordée à l'UdeM.

Cette injonction, valable jusqu'au 20 avril, a pour but d'empêcher les grévistes de bloquer les entrées des pavillons du campus, mais aussi de les empêcher d'intimider les autres étudiants ou les personnes extérieures à l'Université qui souhaitent pénétrer sur le campus.

TIFFANY HAMELIN

PHOTO : PASCAL DUMONT

La porte a tout de même résisté à ses assaillants.

• Carabins •

L'UdeM devient terre de rugby

De nouvelles équipes de rugby des Carabins fouleront le sol du nouveau terrain du CEPSUM dès l'automne prochain. L'UdeM est la troisième université francophone du Québec à compter des équipes féminine et masculine de rugby. Alain Lefebvre, coordonnateur du programme de sport d'excellence, s'enthousiasme de la venue de ces nouvelles recrues.

Jouissant d'une popularité grandissante, le rugby se fait une place de plus en plus importante dans le sport universitaire québécois. *« La création de ces équipes est un complément à l'essor que connaît ce sport actuellement,* affirme Alain Lefebvre, coordonnateur du sport d'excellence. *C'est bien de lancer une équipe francophone à Montréal. »* Après l'Université de Sherbrooke et l'Université Laval, l'UdeM devient le troisième établissement francophone à offrir un programme d'excellence de rugby.

Des équipes motivées

Depuis l'année dernière, les équipes de rugby disputent des matchs hors-concours sous la bannière de l'UdeM. La motivation des deux formations ne fait aucun doute. *« Ils avaient déjà leurs entraineurs, et leur démarche était très sérieuse,* reprend Alain Lefebvre. *On sent qu'ils voulaient vraiment avoir leur équipe ! »* Cela leur a permis de se mesurer à quelques futurs adversaires. *« Nous avons su faire face au Vert et Or de l'Université de Sherbrooke ainsi qu'aux Stingers de Concordia,* raconte Xavier Brechaire, futur joueur de la troisième ligne centre des Carabins. *Nous pensons que l'équipe à battre sera les Redmen de McGill. »*

Originaire de Tarbes dans le sud de la France, une région où ce sport est roi, Xavier Brechaire, étudiant à Polytechnique, croit que le rugby canadien a du potentiel. *« On insiste beaucoup sur le physique au détriment de la technique, qui reste basique,* explique-t-il. *Mais c'est certain que le rugby a un bel avenir devant lui au Québec. »* Arrivé à Montréal il y a quatre ans, Xavier faisait déjà partie du club sportif de rugby de l'UdeM. En France, il évoluait dans la section jeune de l'équipe professionnelle de Tarbes.

Une séance de recrutement aura lieu cet été, ce qui donnera une chance aux prétendants de se joindre aux nouveaux Carabins. Les deux équipes profiteront d'un encadrement expérimenté.

Alexandre Saint-Bonnet, entraineur-chef de l'équipe masculine, a joué en France pendant 11 ans et dirige le club sportif depuis 2 ans. De leur côté, les filles auront pour entraineur l'actuel coach de l'équipe du Québec, Michel François. L'instructeur ne cache pas son excitation, mais reste tout de même lucide pour la première saison de son équipe. *« C'est un gros défi qui s'offre à nous,* se réjouit-il. *Les débuts seront peut-être difficiles, mais ce sera un apprentissage intéressant. »*

L'ovalie québécoise

L'intérêt pour l'ovalie – le monde du rugby – est tel que, depuis 2010, la Fédération de rugby du Québec connait une forte hausse du nombre de ses membres. En une année, le nombre d'inscriptions a augmenté de 22 %, et la Fédération s'attend à une nouvelle progression dans les années à venir.

« La Coupe du monde de 2010, diffusée à la télévision, a offert toute une exposition au rugby, affirme Michel François. *En plus, nos équipes canadiennes sont loin d'être ridicules. »* L'équipe du Canada de rugby participe depuis 1987 à toutes les éditions de la Coupe du monde. L'équipe féminine se classe, quant à elle, au 6e rang mondial.

En rejoignant le programme d'excellence, les équipes de rugby profiteront du nouveau terrain du CEPSUM, situé devant le pavillon de la Faculté de musique. *« Ce sera mieux que de s'entrainer dans un gymnase à surface dure ! »* conclut Xavier Brechaire.

MAXIME DUBOIS

Rapport de force

PHOTOS: PASCAL DUMONT

Près de 6 000 personnes étaient réunies à Sherbrooke pour la manifestation régionale contre la hausse des frais de scolarité organisée par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) le 4 avril dernier.

Une vingtaine de nouveaux agents de sécurité ont fait leur apparition sur le campus de l'UdeM le lundi 16 avril. Les agents de l'entreprise privée B.E.S.T. Services spéciaux de sécurité – une branche de l'entreprise mondiale de sécurité Garda – sillonnent les couloirs du pavillon 3200 Jean-Brillant.

Des agents, accompagnés de constables de l'UdeM et munis d'une caméra vidéo, ont carté des étudiants présents dans un cours d'Histoire afin de vérifier qu'ils étaient bien en programme d'histoire.

Les étudiants en colère se sont déplacés dans la ville de Sherbrooke jusqu'au bureau de circonscription du premier ministre Jean Charest.

Selon les organisateurs, ils étaient 30 000 dans les rues du centre-ville de Montréal à participer à la manifestation « populaire » organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) le samedi 14 avril dernier.

Vers une deuxième année pilote

La carte CAMPUS sera de retour à l'automne. Sa première saison s'achèvera ce 30 avril malgré la prolongation de la session en raison de la grève. Retour sur les débuts d'une carte de transport bien pratique pour les étudiants vivants sur l'île de Montréal, mais qui a connu quelques ratés.

PHOTO : VINCENT ALLAIRE

La carte CAMPUS revient à l'automne.

Laura (nom fictif) était très satisfaite de sa carte CAMPUS jusqu'au 4 mars dernier, jour où sa carte a été désactivée par erreur. « *Ce n'est pas drôle de se retrouver un dimanche dans Montréal avec une carte qui ne fonctionne plus et sans argent* », raconte-t-elle. Commence alors un long parcours afin de voir sa situation débloquée.

Des erreurs longues à corriger

La mésaventure de Laura a duré un mois ponctué de nombreux coups de téléphone à la Fédération des associations étudiantes de l'UdeM (FAÉCUM) et à l'UdeM avant que sa carte ne soit remise en service. Entre-temps, elle a dû débourser 100 $ en titres de transport afin de continuer à pouvoir accéder au réseau de la STM. Les billets qu'elle a portés sur sa carte lui seront normalement remboursés, mais pas ceux achetés en format papier. Laura a surtout déploré un manque d'intérêt pour sa situation de la part de la FAÉCUM et une mauvaise volonté de la part de cette dernière ainsi que de l'administration de l'UdeM. Elle ajoute qu'elle a « *trouvé décevant que la FAÉCUM et l'UdeM ne communiquent pas plus entre elles* ».

Des problèmes informatiques réglés

« *Il n'y a pas eu de problèmes de communication avec la Fédération, nous n'avons pas ménagé nos efforts pour que le programme fonctionne le plus rondement possible* », affirme Julie Cordeau-Gazaille, attachée de presse de l'UdeM, qui estime que la grande majorité des 20 000 cartes émises n'ont pas connu de problèmes.

« *Il n'y a pas eu de mauvaise volonté ni de la Fédération ni de l'UdeM dans les suivis des situations comme celle de Laura,* affirme Marie-Ève Dostie, coordonnatrice aux finances et services à la FAÉCUM. *Nous souhaitons que les délais pour y remédier soient les plus courts possible, mais nous devons procéder à des vérifications concernant l'admissibilité de la personne au programme CAMPUS, et cela peut prendre du temps.* »

La FAÉCUM et l'UdeM reconnaissent tout de même que la « *transition entre le trimestre d'automne et celui d'hiver ne s'est pas déroulée aussi harmonieusement que prévu* », selon Mme Cordeau-Gazaille. Des étudiants ont vu leur carte continuer à fonctionner après la fin de la session d'automne même s'ils n'étaient plus inscrits à l'hiver. Des difficultés à mettre sur le compte de l'interface informatique permettant de gérer le programme de la carte CAMPUS. Mais « *des améliorations ont été portées à l'application informatique, ce qui nous permet d'être confiants pour la deuxième année* », assure-t-elle.

Le programme revient à l'automne 2012

La deuxième année d'existence de la carte s'annonce bien, même si rien n'a encore été signé. « *Nous sommes toujours en discussion concernant l'entente pour l'année prochaine* », précise Mme Dostie, qui n'a pas souhaité en dire plus. Cependant, le programme ne sera probablement pas élargi.

L'Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente de l'UdeM (AGEEFEP) ne rejoindra pas le programme. Denis Sylvain, coordinateur adjoint et secrétaire général de l'Association, juge que la demande est faible. « *Beaucoup d'étudiants se déplacent en voiture et beaucoup d'autres étudient sur des campus en dehors de Montréal* », explique-t-il. Mais c'est surtout le caractère obligatoire de la cotisation universelle sur laquelle repose le financement de la carte CAMPUS qui pose problème, car même les étudiants qui n'utiliseraient pas la carte devraient payer. « *Il y aurait un droit de retrait, comme pour l'assurance santé, mais ce serait différent* », précise M. Sylvain.

Quant aux étudiants des campus situés à l'extérieur de l'île de Montréal, comme ceux du campus de Longueuil ou de Laval, « *nous n'avons reçu aucune demande de la part de l'UdeM* », déclare Judith Boivin, porte-parole du Réseau de transport de Longueuil qui reste « *ouvert à toute forme de partenariat* ».

FANNY BOUREL

Historique de la Carte CAMPUS

La carte CAMPUS est née d'une entente entre la FAÉCUM, l'UdeM et la Société de Transport de Montréal (STM). Les étudiants à temps plein ou en rédaction, membres de la FAÉCUM et habitant sur l'île de Montréal, bénéficient d'un accès illimité au réseau de la STM pour les quatre mois que dure une session. Pour financer ce programme, l'ensemble des étudiants membres de la FAÉCUM paient 149 $ sous forme d'une cotisation obligatoire, sauf pour ceux dont plus de la moitié des cours se déroule à l'extérieur de l'île de Montréal ou les étudiants étrangers en échange, par exemple.

AVIS DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES

MARDI 24 AVRIL 2012
LOCAL B-3310

PAVILLON JEAN BRILLANT

11H30

CISM 89,3 FM la marge

LA RADIO DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

TA RADIO
CISM893.CA

Les condos de la colère

Le pavillon 1420, boul. du Mont-Royal continue de susciter la controverse. Vendu par l'UdeM au promoteur Catania en 2008, l'immeuble sera converti en 142 résidences de luxe. Des citoyens veulent en empêcher la vente. Déboutés en Cour supérieure du Québec le 1er mars dernier, ils font maintenant appel.

De salle de classe à salle à manger : d'ici 2013, quelqu'un pourra vivre dans cette pièce.

PHOTO : OLIVIER SIMARD-HANLEY

« *Nous avons une cause totalement juste* », clame Michel Seymour, co-porte-parole du Rassemblement pour la sauvegarde du 1420 Mont-Royal et professeur titulaire au Département de philosophie de l'UdeM. Il fait partie de ceux qui ont intenté une requête en nullité auprès de la Ville en octobre 2010 pour le changement de zonage effectué visant à qualifier l'immeuble de « résidentiel ».

« *Montréal a eu une conduite exemplaire et irréprochable* [dans le dossier] », tranchait le juge Wilbrod Claude Décarie en Cour supérieure le 1er mars. Il a exonéré la Ville de toute faute procédurale dans un jugement sur les règlements municipaux.

Pourtant, le Rassemblement persiste : des « *erreurs de faits et de droit* » auraient entaché le premier jugement. Une inscription en appel a donc été déposée le 2 avril et sera entendue à l'automne.

Les étudiants de l'UdeM aux cycles supérieurs en aménagement organisaient aussi, le 2 avril dernier, une manifestation devant le 1420 Mont-Royal. Ils souhaitaient décrier une « *mauvaise gestion* » du dossier, signe avant-coureur, pour eux, d'une dérive immobilière sur le campus.

« Manœuvre de contournement »

La polémique entoure le recours à l'article 123 de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme*. Cet article permet de faire concorder le zonage d'un terrain à celui prévu par le plan d'urbanisme, et ce, sans passer par la voie référendaire. La Ville de Montréal a donc évité la tenue d'un référendum en modifiant son plan d'urbanisme pour accorder un statut résidentiel au terrain du 1420 Mont-Royal.

« *C'est une procédure illégale,* affirme Michel Seymour. *Ce sont des manœuvres de contournement. Laisser ça aller est un feu vert pour la Ville, qui leur dit : faites ce que vous voulez, vous allez pouvoir éviter les processus référendaires.* »

« *La Ville de Montréal considère qu'elle s'est acquittée de ses devoirs* », rétorque Patricia Lowe, relationniste à la direction des communications de la Ville de Montréal. Elle ajoute que les dispositions de la loi et du code municipal auraient été respectées et que « *le jugement récent de la Cour supérieure confirme la légalité des règlements adoptés par la Ville* ».

Il y a eu « *une apparence flagrante de contournement des droits démocratiques* » dans le processus de vente selon Étienne Coutu, attaché politique pour Projet Montréal, la deuxième opposition au Conseil municipal. « *Nous sommes déçus, mais on va faire avec* », résume-t-il en déplorant « *l'urgence de vendre le bâtiment rapidement* » invoquée lors des débats, alors que l'UdeM aurait pu y combler certains besoins d'espace.

Le recours place cependant la vente dans un flou juridique. « *La vente est conclue, mais l'UdeM reste propriétaire du bâtiment tant que la procédure judiciaire n'est pas terminée* », avertit Julie Gazaille, attachée de presse de l'UdeM.

Chez Catania, on mentionne que le début de la construction « *dépendra du recours* ». Ce qui n'empêche pas le promoteur de prévoir la livraison de ses premières unités pour l'hiver 2013. Le projet, baptisé Château Maplewood, comprend 142 résidences de prestige qui se détailleront à partir de 725 000 $ pour 1 200 pieds carrés avec vue sur la ville.

L'Université continue d'occuper partiellement l'édifice en y conservant temporairement quelques départements, dont un laboratoire de recherche en musique.

Responsabilités patrimoniales

Le 1420 « *est un joyau du patrimoine, un prolongement du campus* [...] *il y a tellement d'évidences qu'il ne fallait pas vendre ça* », plaide M. Seymour. L'arrondissement naturel et historique du Mont-Royal, créé en 2005, héberge une bonne partie du campus de l'UdeM.

« *Les universités sont des gardiennes de patrimoine, naturellement, elles en foisonnent* », signale Dinu Bumbaru, directeur des politiques d'Héritage Montréal, un organisme indépendant fondé en 1975 qui aide à valoriser le patrimoine de la métropole. Le projet de pavillon universitaire au 1420 était « *garant d'une certaine forme de pérennité du patrimoine* », explique-t-il. Pourtant, « *beaucoup des éléments patrimoniaux étaient tributaires de la bonne volonté de l'Université* », poursuit-il en soulignant cependant un bon travail de conscientisation patrimoniale effectué par l'Université.

Privatisation de la montagne

Selon M. Seymour, une « *privatisation du mont Royal* » s'opère sur les flancs de la montagne. L'ancien emplacement du collège Marianopolis a été livré à des promoteurs privés, et il pourrait advenir de même, avec la Faculté de musique du campus dont le déménagement possible en 2021 est précisé dans le plan directeur des espaces de l'UdeM.

La situation épineuse du 1420 a été évitée au couvent des Sœurs grises, rue Guy, vendu à l'Université Concordia, qui s'y installe progressivement. « *C'était entendu dans les clauses du contrat que la vocation éducative serait préservée* », confirme Ghislaine Desjardins, mère supérieure de la maison mère des Sœurs grises.

« *Nous assistons à une privatisation des abords de la montagne* », tranche Étienne Coutu, de Projet Montréal, qui entrevoit pourtant certains gestes encourageants de la Ville. Une entente avec le promoteur devrait, par exemple, permettre l'aménagement de sentiers publics aux alentours du bâtiment. Il évoque le sort prochain de l'hôpital Victoria, bientôt vidé de ses lieux. Il existe « *des mécanismes* [de préservation], *mais il faut qu'il y ait une volonté politique de les utiliser* ».

« *La menace de la privatisation du mont Royal n'est pas crédible* », répond Mme Lowe. Pour appuyer ses propos, la Ville renvoie aux différents plans de préservation du mont Royal adoptés par les différents paliers de gouvernement depuis les années 2000.

« *Il y a une distinction à faire entre sol et bâtiment* », tempère Dinu Bumbaru, pour qui le 1420 a longtemps été un espace privé. « *Nous devrions faire en sorte de ne pas permettre un engagement paysager privé.* »

Les polémiques entourant le 1420 étaient un test qui a révélé « *qu'il y a place à l'amélioration* », souligne Dinu Bumbaru. « *Est-ce qu'il y a moyen d'avoir une stratégie de préservation et d'accessibilité pour les sols ? La question demeure.* »

OLIVIER SIMARD-HANLEY

Stéfanie Tougas
secrétaire générale
sg@faecum.qc.ca

CHERS ÉTUDIANTS, CHÈRES ÉTUDIANTES,

L'année scolaire tire à sa fin, et avec elle se termine mon mandat en tant que secrétaire générale de la FAÉCUM. Après avoir été votre représentante pour la Fédération pendant deux ans, je sors de cette expérience fière plus que jamais des étudiants de l'Université de Montréal.

Au moment d'écrire ces lignes, j'ai l'impression qu'il en reste encore beaucoup à faire. Toutefois, je ne doute pas une seule seconde qu'il sera possible, grâce à vous, étudiants de l'UdeM, de rendre bien des choses possibles.

Cette année a été mémorable à bien des niveaux. Je retiendrai ici les deux dossiers qui m'apparaissent les plus marquants : l'implantation du projet pilote de la carte CAMPUS et le dossier de la hausse des frais de scolarité. En effet, en 2011-2012, la FAÉCUM, conjointement avec l'UdeM et la STM, ont implanté un projet de transport collectif permettant à tous les étudiants admissibles, peu importe leur âge, de profiter d'un tarif préférentiel à celui établi par la STM ! Une deuxième année de projet pilote sera mise sur pied en 2012-2013, en espérant pouvoir faire profiter éventuellement tous les étudiants de l'Université de Montréal de ce tarif avantageux.

Finalement, le dossier des frais de scolarité aura été sur toutes les lèvres. Plus encore, vous aurez été un nombre record à vous lever et vous mobiliser afin de préserver l'accessibilité aux études supérieures au Québec. À l'Université de Montréal, la mobilisation a atteint des sommets jamais vus auparavant ! Le 22 mars dernier, plus de 70 associations étudiantes avaient voté en faveur d'une grève, regroupant plus de 20 000 étudiants ! Encore aujourd'hui, vous êtes plus de 17 000 étudiants en grève !

Le 22 mars dernier, le mouvement étudiant a marqué l'histoire du Québec. Étudiants, enfants, parents et grands-parents : nous étions plus de 200 000 personnes dans les rues de Montréal pour dénoncer cette hausse injustifiable des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest ! Le gouvernement reste intraitable, et refuse de discuter d'un gel des droits de scolarité. Pourtant, je suis persuadée qu'il est possible de remporter ce combat. Unis, avec cette mobilisation plus forte que jamais, autant parmi les étudiants que parmi la population, nous pouvons gagner ce combat. En mars 2005, les étudiants étaient 100 000 dans les rues et ils ont réussi à faire reculer le gouvernement Charest. Le 22 mars 2012, nous étions plus de 200 000. Étudiants, continuez à vous lever et à être solidaires. Nous réussirons, tous ensemble. Parce qu'au Québec, 1 625 $ de hausse, ça ne passe définitivement pas !

Les combats seront probablement encore nombreux dans les années à venir. Continuez de faire entendre votre voix. Mobilisez-vous. Merci de m'avoir fait vivre une année si riche. Étudiants de l'UdeM, j'ai été fière de vous représenter. Bonne fin de trimestre, et au plaisir de se recroiser !

Mireille Mercier- Roy
coordonnatrice aux affaires externes
externe@faecum.qc.ca

2011-2012 : UNE ANNÉE DE MOBILISATION HISTORIQUE

L'année 2011-2012 en aura été une de mobilisation historique face à la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest, et restera définitivement gravée dans la mémoire collective québécoise. En plus d'avoir donné lieu à de multiples événements de protestation, la question de la hausse des frais de scolarité aura été sur toutes les tribunes et aura enflammé de nombreux débats.

En mars 2011, le ministre des finances, Raymond Bachand, a annoncé une hausse des droits de scolarité : 1625 $ par année d'étude à temps plein. Dès lors, les étudiants québécois, galvanisés par cette attaque sans précédent à l'accessibilité financière aux études, ont multiplié les actions pour manifester leur désaccord face à cette mesure régressive et sans précédent au Québec.

Cette première phase de protestation a culminé le 10 novembre 2011. Plus de 40 associations étudiantes de l'Université de Montréal avaient alors voté en faveur d'une levée des cours. 30 000 personnes, étudiants ou non, se sont réunies dans les rues afin de signifier au gouvernement libéral que 1 625 $ de hausse, ça ne passe pas !

L'arrogance du gouvernement Charest, déterminé à ignorer l'alarme sonnée tant par les étudiants que par les groupes sociaux, a avivé plus encore la colère des étudiants. La mobilisation s'est décuplée devant l'immobilisme du gouvernement. Dès la mi-février, des associations étudiantes votaient en faveur de la tenue d'une grève. À l'heure d'écrire ces lignes, ces mêmes associations étudiantes n'ont toujours pas abandonné le combat ! 2005 avait établi des records de mobilisation au Québec, mais 2012 les a tous surpassés. Lors de la seconde manifestation nationale, le 22 mars dernier, plus de 300 000 étudiants étaient en grève. Nous étions plus de 200 000 dans les rues de Montréal, 200 000 à crier au gouvernement que sa hausse ne passera jamais !

Charest a encore refusé de reconnaître l'ampleur de la mobilisation et de faire marche arrière par rapport à la hausse des frais de scolarité. Aujourd'hui encore, la ministre Beauchamp refuse de négocier avec les étudiants. Entre temps, les étudiants ont redoublé d'imagination pour se faire entendre et voir sur d'autres tribunes. Nous tenons à féliciter et à remercier tous les étudiants qui persistent et refusent de plier devant ce gouvernement irresponsable !

Le 5 avril dernier, acculé au pied du mur, le gouvernement a annoncé des modifications à son régime d'aide financière aux études et la mise en place d'un système de remboursement proportionnel au revenu. Ces mesures pensées à la va-vite sont toutefois sans effet sur le nœud du problème, soit la hausse drastique des frais de scolarité et les problèmes d'accessibilité qu'elle engendre. Or, elles auront encore pour effet d'augmenter l'endettement des étudiants issus de la classe moyenne. Le mouvement étudiant, uni, s'est opposé en bloc à cette proposition: augmenter encore l'endettement étudiant ne ferait que nuire encore plus à l'accessibilité aux études universitaires !

Alors que le gouvernement refuse toujours de négocier sur la question du gel des frais de scolarité, les propositions pour mettre fin à la crise fusent de toutes parts. La semaine dernière, la FEUQ et la FECQ proposaient des solutions pour améliorer la gestion des universités et agir sur leurs budgets pour récupérer bien plus que les sommes dégagées par la hausse des frais de scolarité. Pendant ce temps, la ministre Beauchamp, paniquée et à court d'arguments pour défendre sa hausse, pousse les administrations universitaires à poursuivre leurs propres étudiants pour forcer la fin des moyens de pression.

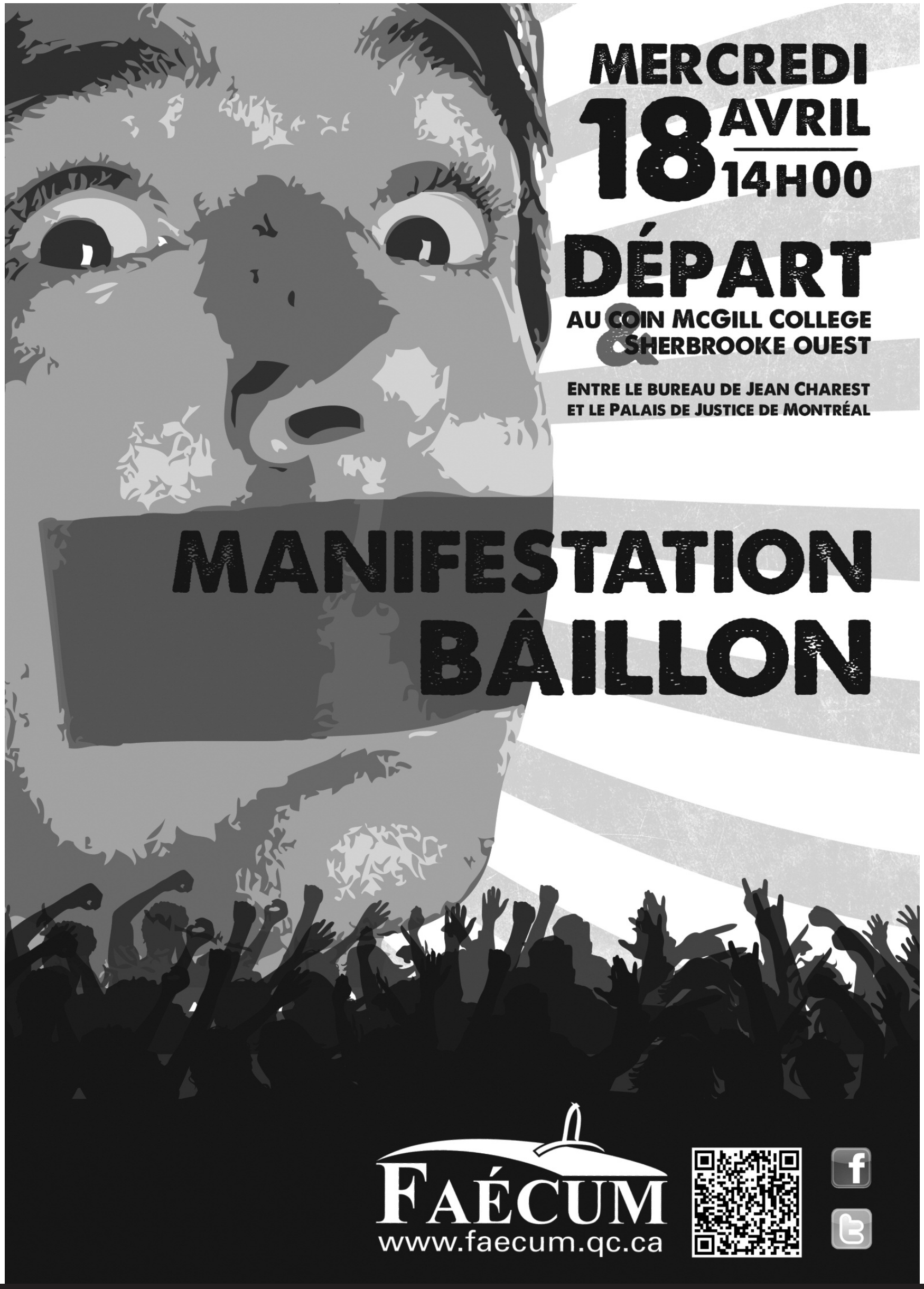
Bien sûr, il y a encore beaucoup de travail à faire. Les prochains jours seront cruciaux et nous aurons besoin de chacun d'entre vous pour bloquer cette hausse. Combien de temps le gouvernement pourra-t-il encore tenir ?

3200, rue Jean-Brillant, local B-1265, Montréal (Québec) H3T 1N8 • www.faecum.qc.ca • Téléphone : 514-343-5947 • Télécopieur : 514-343-7690 • Courriel : info@faecum.qc.ca

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



3200, rue Jean-Brillant, local B-1265, Montréal (Québec) H3T 1N8 • www.faecum.qc.ca • Téléphone : 514-343-5947 • Télécopieur : 514-343-7690 • Courriel : info@faecum.qc.ca

Allons enfants qui s'expatrient

On n'abandonne pas si facilement la France à son destin électoral, même de l'autre côté de l'Océan. En échange universitaire ou bien installés, beaucoup d'étudiants français qui vivent à Montréal voteront aux élections présidentielles et législatives des 22 avril et 2 juin prochains. L'engagement politique ne s'arrête pas à la douane.

Non seulement beaucoup des Français de passage au Québec se rendront aux urnes, mais certains importent même leur militantisme. Pour Clémence Bourillon, vivre à Montréal a été l'occasion de prendre des responsabilités à la section montréalaise du Parti socialiste (PS). Française en échange étudiant à l'Université McGill, elle dirige la campagne jeunesse pour Corinne Narassiguin, la candidate au poste de député dans la circonscription nord-américaine (voir encadré).

L'affiliation au PS de Mme Bourillon ne date pas de son séjour à Montréal. *« J'avais déjà ma carte de membre du parti depuis quatre ans »*, relate-t-elle, mais surtout elle s'est sentie *« vraiment bien accueillie par l'organisation à Montréal »*. Elle a eu de la chance que son séjour coïncide avec la période des élections. Même scénario pour Guillaume Allenet, étudiant en science politique à McGill lui aussi militant au PS, et pour qui le véritable engagement a également commencé cette année à la faveur de la campagne.

De leur point de vue, les préférences politiques ne sont pas influencées par le fait de vivre à l'étranger, mais l'expatriation peut enrichir l'horizon politique. *« Je me suis rendu compte qu'on peut s'inspirer de plein de mesures, que l'échange est important pour avoir les meilleures idées »*, explique Mme Bourillon. M. Allenet pense quant à lui que *« le climat social tendu* [actuellement] *pousse à s'intéresser au politique »*, mouvement étudiant contre la hausse des frais de scolarité en tête. Ils retournent tous deux en France bientôt, mais leur engagement politique se poursuivra.

Mère patrie

Les étudiants français qui vivent au Québec depuis plus longtemps votent eux aussi. *« On ne va tout de même pas renoncer au fromage et au pinard comme ça ! »* affirme Mélanie Cambrezy, doctorante en science politique à l'UdeM. Lancé à la blague, cet aveu d'attachement à la France montre tout de même que l'identité est une motivation politique importante. *« La plupart des expatriés n'excluent pas un retour en France »*, explique Cédric Pellen, Français et postdoctorant au Centre d'excellence sur l'Union européenne. *« Ce n'est pas une immigration de nécessité, et la majorité a encore de la famille là-bas »*, explique-t-il.

Voter ou ne pas voter, telle est la question

Laurence Martin, une étudiante à la double nationalité franco-canadienne installée au Québec depuis sa naissance, confirme sa double identité. *« J'aimerais peut-être travailler en France un jour »*, dit-elle. Elle avoue toutefois ressentir un certain malaise *« à avoir un droit de regard alors que les politiques n'ont aucun impact sur* [sa] *vie »*. Elle ne sait donc pas encore si elle exercera son droit de vote, malgré la pression familiale : *« Mes grands-parents qui vivent en France sont très politisés et ils aiment me rappeler que chaque vote compte. »*

Arnaud Delmas Barbet, étudiant français établi au Québec depuis deux ans et demi et *« pour y faire* [sa] *vie »*, a quant à lui choisi de ne pas voter. Il ne voit pas nécessairement les deux engagements politiques comme incompatibles, mais il exprime surtout un certain ras-le-bol de la politique française et de Nicolas Sarkozy. *« Je préfère m'intéresser à ce qui se passe au Québec, je me sens l'identité du pays où je me trouve »*, justifie-t-il en espérant pouvoir obtenir rapidement son droit de vote ici. Pour lui, vivre ailleurs signifie couper les ponts électoraux avec sa patrie d'origine.

Pour d'autres, pas question de rater une seule occasion de voter. *« Au-delà de l'attachement à la France, je veux tout simplement participer à la vie politique d'au moins un pays »*, explique Marie Kouassi, une étudiante française en séjour d'études à l'UdeM et qui vit en Allemagne.

Adrien Carat, étudiant français au certificat de journalisme de l'UdeM, ne cache pas sa désillusion du politique, que son séjour à Montréal n'aura pas guérie. *« C'est quand même un peu partout pareil »*, relativise-t-il. Mais il votera tout de même, *« peut-être blanc »*.

SARAH CHAMPAGNE

1 PHOTO : PASCAL DUMONT

3 4 PHOTO : PASCAL DUMONT

Rouge vif chez les jeunes du Parti Socialiste, bleu pastel chez les jeunes de
car le Canada interdit les activités politic

Boule de cristal électorale

Deux professeurs de sciences politiques à l'UdeM, Richard Nadeau et Martial Foucault, ont publié début 2012 aux Presses de Sciences Po *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy 1988-1995-2002-2007*. Si l'on s'y fie, les électeurs les plus éduqués ont tendance à voter davantage pour les candidats centristes et ceux de la gauche modérée. Les candidats de la droite recueilleraient systématiquement plus de voix chez les électeurs âgés de 40 ans et plus. Les étudiants, jeunes et éduqués, pencheraient donc plus à gauche, mais le livre précise que les caractéristiques sociologiques se combinent avec les enjeux d'actualité et l'image des candidats pour influencer le vote.

Selon Cédric Pellen, qui conduit une recherche sur la campagne des élections législatives dans la circonscription extraterritoriale (voir autre encadré), on connaît peu le profil de la population française expatriée, car *« elle est dispersée dans un vaste territoire et pas du tout homogène »*. Encore moins sur un groupe aussi précis que les étudiants français au Québec : impossible de dire combien des 9 000 étudiants enregistrés au consulat général de France à Montréal sont inscrits pour voter. Toutefois, *« les Français qui vivent à l'étranger votent historiquement à droite »*, rappelle-t-il.

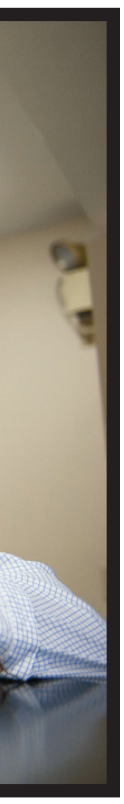
Chez les expatriés encore plus qu'ailleurs, la science électorale n'est pas une science exacte.

Bisbille territoriale

Les Français qui vivent à l'étranger constituent aujourd'hui un véritable électorat. La France divise désormais le reste du monde en circonscriptions électorales dites extraterritoriales. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, les Français établis au Canada et aux États-Unis – territoire formant la circonscription numéro 1 – pourront élire leur député aux élections législatives du 2 juin prochain.

Seule ombre au tableau, le gouvernement Harper refuse catégoriquement qu'un député représente le territoire canadien en France, y voyant une « *question fondamentale de souveraineté* », selon les déclarations du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui énonce clairement sa position sur son site Web : « *le gouvernement du Canada continuera de refuser en principe toute demande d'autres États d'ajouter le Canada à leurs circonscriptions électorales extraterritoriales respectives* ». Le Canada est le seul pays au monde qui refuse le vote pour élire un député extraterritorial français.

Le vote reste cependant possible dans les consulats et les ambassades, qui jouissent d'une pleine immunité diplomatique. Il reste que cet espace est très limité pour permettre d'accueillir les 45 000 ressortissants inscrits au Québec sur les listes électorales françaises. Le consulat de France à Montréal invite donc à voter par correspondance, par Internet, ou encore par procuration. Les élections présidentielles se dérouleront quant à elles en sol canadien. À Montréal, le bureau de vote sera installé au collège Stanislas d'Outremont.

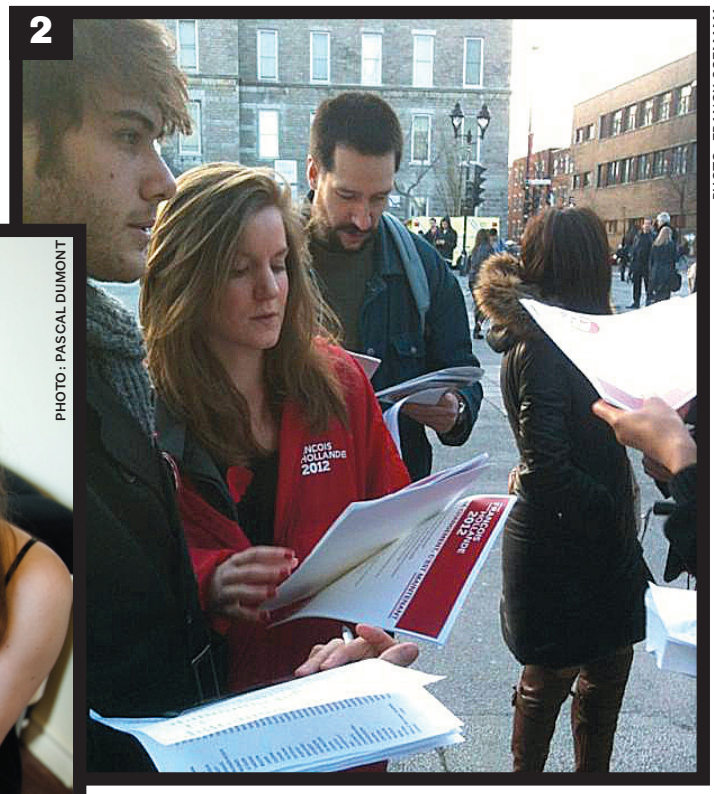


1. François Lubrina dirige au Québec la campagne de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), le parti du président-candidat. Il vit avec Nicolas Sarkozy dans ses murs, car les locaux de permanence du parti sont à son domicile de Montréal.

2. Militer, mais en privé. Souci d'ingérence politique oblige, les affiches et les tracts étrangers sont interdits. Les jeunes socialistes démarchent les Français directement chez eux en suivant les listes du consulat, et font compagne sur Internet et par bouche-à-oreille.

3. Guillaume Allenet et Clémence Bourillon étudient en arts et sciences à Mc Gill.

4. Les jeunes Populaires sont environ 120 à Montréal, dont 40 % d'étudiants pour la plupart d'HEC. De gauche à droite, Thibault Duval, Jean-Jacques et Alia.



es de l'UMP. Là encore, les locaux de campagne sont à des domiciles privés
olitiques étrangères dans l'espace public.

avec
les pros de l'impôt

J'EN AI POUR MON ARGENT

Grâce aux pros de l'impôt H&R Block, les étudiants comme moi peuvent profiter d'un tarif super avantageux et obtenir un remboursement moyen d'environ 1 000 $!*
Moi, je leur fais confiance chaque année.

Préparation de déclaration
AU TARIF ÉTUDIANT
29,95 $
Incluant une carte **SPC GRATUITE****

H&R BLOCK®

hrblock.ca | 800-HRBLOCK (472-5625)

© 2012 H&R Block Canada, Inc. *La moyenne est calculée sur le remboursement de toutes les déclarations d'impôt 2010 pour étudiant préparées au Canada du 1er janvier 2011 au 2 mai 2011. Le montant du remboursement moyen pour les étudiants a été calculé à 1 100 $ CAD. Ce montant ne peut être garanti en raison des variations dues à la situation fiscale de chaque individu. **L'offre à 29,95$ s'applique à la préparation de déclarations régulières pour étudiants seulement. Comprend l'option de Remboursement Instantané. Pour profiter de l'offre aux étudiants, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2011, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. L'offre prend fin le 31 juillet 2012. Valable seulement aux succursales H&R Block participantes au Canada. L'offre de la Carte SPC est valide du 01/08/11 jusqu'au 31/07/12 aux bureaux participants au Canada seulement. Pour les détenteurs de carte seulement. Les offres peuvent varier et des restrictions peuvent s'appliquer. L'usage peut être limité si la carte est utilisée avec une autre offre ou carte de fidélité du détaillant. Ne peut pas être utilisée pour l'achat de cartes-cadeaux ou certificats.

Le mouvement étudiant au banc des accusés

La grève contre la hausse des frais de scolarité est-elle un enjeu politique ou juridique ? Le mouvement mélange les genres depuis qu'une poignée d'étudiants et même l'UdeM s'en sont remis aux tribunaux pour lever le blocage des cours. Affirmation de l'État de droit ou entrave à la contestation populaire, cette judiciarisation du débat divise.

On n'arrête pas si facilement la FAÉCUM et sa secrétaire générale Stéfanie Tougas : si l'UdeM a obtenu l'interdiction des blocages et de l'intimidation sur son campus, elle a été déboutée le 13 février dernier de l'amendement à son injonction qui demandait l'arrêt de toute protestation étudiante.

PHOTO : PASCAL DUMONT

Guillaume Charrette, étudiant en droit de l'UdeM, est l'un des requérants québécois à être passé devant la Cour supérieure pour demander une injonction contre le blocage des cours. Mais ce n'est pas contre la grève qu'il agit, et ses opinions politiques n'ont pas d'importance, insiste-t-il. Pour lui, le respect des principes de droit fondamentaux est un combat qui dépasse les débats idéologiques. *« Trop souvent, on dit : "ma cause est juste donc j'ai le droit de faire reculer tes droits". Mais relativiser le droit qu'aurait quelqu'un d'aller à l'école, c'est aussi relativiser tous les autres droits qu'a cette personne*, argumente-t-il. *Si les étudiants sont prêts à laisser tomber mon droit d'aller à l'école, moi je suis prêt à laisser tomber leur droit de manifester. »*

Le droit est l'expression de la démocratie, selon lui. *« Quand on veut s'exprimer, on fait des règlements, des décrets ou des lois*, avance-t-il. *C'est comme ça qu'on oriente la conduite sociale. »*

M. Charette explique aussi avoir reçu une dizaine de courriels d'étudiants lui faisant part de situations très problématiques. Il en a publié deux sur son blogue, *Le blogue caféiste*. *« Ça a des impacts tellement gigantesques sur leur vie. Il y a une limite à l'inadmissible »*, accuse-t-il.

Selon Stéfanie Tougas, secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM), ce n'est pas devant les tribunaux qu'il faut chercher des solutions à ces difficultés individuelles. *« Les personnes les plus à même d'aider ces étudiants sont les départements des facultés qui doivent faire des accommodements »*, rétorque-t-elle.

Malgré son discours de principe, le recours de M. Charette montre un manque de solidarité, considère Mme Tougas. *« La démocratie, ce n'est pas un droit individuel. On ne change pas une décision prise par la communauté parce qu'un individu est en désaccord. Lorsque la majorité s'exprime, on suit ce qu'elle décide. »*

Les limites du droit

Comme Mme Tougas, Finn Makela, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et directeur des programmes de common law et de droit transnational, considère que la judiciarisation du mouvement étudiant est révélatrice d'une *« certaine tendance à une conception du vivre ensemble qui passe par les droits individuels »*. Elle se traduit par une propension à privilégier le recours aux tribunaux pour trancher des litiges qui pourraient être réglés par d'autres voies, notamment politiques.

« On vit dans une société où on essaie de tout judiciariser, on essaie de tout codifier en asseyant toute légitimité sur le droit, explique-t-il. *Mais il y a une vision peut-être un petit peu naïve ou cynique selon laquelle le droit serait un instrument neutre que l'on peut utiliser à sa façon pour régler le social. Or, ce n'est pas du tout le cas : dans son application, le droit favorise certains groupes de la société. »* M. Makela rappelle notamment les frais qu'un recours en justice engendre. Guillaume Charrette a déjà payé 400 $ pour une procédure d'à peine deux jours.

« Chercher à appréhender l'ensemble de la réalité sociale à travers le droit, c'est un peu absurde, continue M. Makela. *Le droit favorise une certaine manie pour l'ordre public et la stabilité, alors que tout mouvement de contestation veut mettre en cause la définition actuelle de l'ordre public et de la stabilité. »*

Droit de grève étudiant, ou pas ?

Sur la question de la grève étudiante, le droit est silencieux : elle n'est ni interdite, ni autorisée. Pourtant, dans les faits, elle existe depuis longtemps puisqu'il faut remonter au XIIIe siècle à Paris pour trouver la première grève étudiante, rappelle M. Makela. *« Les grèves étudiantes n'ont pas eu le même effet dérangeant que le mouvement ouvrier, donc elles n'ont jamais été interdites. Elles étaient ponctuelles. Elles ont dérangé, mais n'ont pas remis en cause entièrement le système social, politique et économique. Comme on ne cherchait pas à les réprimer, elles ne se sont pas retrouvées dans la loi »*, analyse-t-il.

Guillaume Charrette soutient que les recours en justice peuvent être un atout pour le mouvement étudiant. *« Ultimement, j'ai vraiment l'impression que ça profitera aux associations étudiantes qui cesseront de passer pour une bande de bébés gâtés, casseurs et extrémistes*, affirme-t-il. *Il serait bon qu'elles se fassent reconnaître un droit de grève et qu'elles puissent l'opposer au gouvernement. »*

Finn Makela nuance. La judiciarisation du mouvement ouvrier a par exemple été *« une lame à double tranchant »*, dit-il. Si elle a apporté des avantages aux travailleurs, notamment en imposant le respect de la grève par tous les employés, elle s'est également accompagnée d'une bureaucratisation importante de l'action collective. *« Ce qui était auparavant un mouvement de masse est devenu un jeu d'élite qui s'engage dans une lutte juridique avec des avocats devant les tribunaux »*, constate M. Makela.

La judiciarisation détourne le débat, juge Stéfanie Tougas : le droit de grève est déjà acquis, même s'il n'est reconnu qu'implicitement. *« On n'a pas besoin de perdre autant de temps sur cette question en ce moment, on a un enjeu beaucoup plus important qui est la hausse des frais de scolarité*, revendique-t-elle. *On se porte très bien sans avoir un droit de grève reconnu. »*

ELSA FERREIRA

• Premier emploi •

Mené au surmenage

L'année universitaire s'achève, et de nombreux finissants s'apprêtent à intégrer le marché du travail. Ils devront apprendre à garder la tête froide vis-à-vis de leur nouveau poste, car trop s'accrocher à un emploi, c'est augmenter la chance de le lâcher, conclut une étude conjointe de l'Université Concordia et de l'UdeM.

PHOTO : PASCAL DUMONT

Pour contrer l'épuisement, il faut briser l'isolement en sollicitant le retour et le soutien de ses collègues, ses chefs et ses proches.

« *Les recherches ont montré qu'il y a des motivations qui sont plus bénéfiques que d'autres,* affirme Alexandra Panaccio, professeure de management à l'Université Concordia et coauteure de l'étude. *Les gens qui restent parce qu'ils partagent les valeurs d'une organisation sont plus performants que ceux qui restent parce qu'ils ont de bons salaires et de bons avantages sociaux.* »

L'étude montre que les employés qui restent dans une organisation parce qu'ils n'entrevoient aucune autre perspective d'emploi ou pour des raisons strictement matérielles sont plus enclins à développer l'épuisement émotionnel.

« *L'épuisement émotionnel, c'est l'aspect le plus important du* burnout*, un sentiment d'être à bout, de n'avoir plus de ressources à mettre dans son travail.* » Pour en diminuer les risques, Mme Panaccio estime que l'employé et surtout son employeur doivent faire des efforts. « *Les organisations doivent mettre l'accent sur la formation et le développement des employés pour maintenir à jour leurs compétences. Un tel employé va se percevoir comme ayant une valeur sur le marché de l'emploi,* explique-t-elle. *Paradoxalement, ce salarié* [plus employable] *est moins susceptible de ressentir l'épuisement émotionnel et donc de quitter volontairement l'organisation.* »

Si l'entreprise ne joue pas son rôle, Mme Panaccio pense que c'est à l'employé d'aller chercher de la formation continue.

Réussir son entrée

Au moment de choisir leur employeur, les étudiants finissants ont intérêt à tenir compte de ses valeurs, explique Mme Panaccio.

Jean-Sebastien Boudrias, professeur agrégé au Département de psychologie à l'UdeM, les exhorte à se préparer psychologiquement, car ils seront dans une situation particulièrement à risques. « *Les étudiants qui entrent sur le marché du travail arrivent sur une autre planète ! Ils vont éprouver le choc de la réalité. Ils vont se rendre compte qu'ils n'ont pas les compétences pour performer tout de suite alors qu'ils souhaiteront éviter la contre-performance à tout prix,* prévient-il. *Accrochez-vous ! L'efficacité ou la performance n'arrive pas dans la même journée.* »

Si le choix de l'employeur est déjà fait, le nouveau travailleur peut toujours se prémunir contre l'épuisement émotionnel en demandant régulièrement des retours sur son travail à ses chefs, en sollicitant l'aide de ses collègues et en recherchant le soutien « *d'un conjoint, d'une conjointe ou d'enfants qui* [le] *valorisent* », explique M. Boudrias.

Thierry Sangare termine un baccalauréat en communication et politique à l'UdeM. Il avoue n'avoir jamais entendu parler de l'épuisement émotionnel. Il prend acte des conseils de Mme Panaccio, mais souligne tout de même que « *la force d'un travailleur, c'est aussi sa capacité à s'adapter à toute situation* ». Il est conscient que « *travailler dans une compagnie qu'on aime nous permet de donner le meilleur de nous-mêmes, peu importe la pression* », mais il estime aussi qu'il faut rester réaliste. « *Au début, nous sommes souvent prêts à accepter n'importe quel poste qui nous est offert. C'est dommage, mais je pense qu'il faut prendre toute chose comme une expérience* », ajoute-t-il.

ELOM DEFLY

• Sociologie appliquée •

Voir en GROS

Des initiatives de réflexion citoyenne voient le jour dans le sillage du conflit contre la hausse des frais de scolarité. La preuve, le Groupe de recherche en objectivité(s) sociale(s) (GROS), qui a pris son essor à la faveur de la grève étudiante. Chaque semaine depuis plus de deux mois, ce groupe de discussion se réunit et publie des articles pour « *mieux outiller le citoyen dans son analyse des mécanismes sociétaux* ».

PHOTO : MARIAM MOUSTAKALY

On mesure aussi la capacité d'un think tank à son volume. La devise du GROS, c'est s'associer pour penser la société.

« *Le début de la grève étudiante ayant coïncidé avec la construction du mouvement, nous avons décidé de rehausser le débat sur des enjeux soulevés par celle-ci tels que la désobéissance civile et le vandalisme* », explique William Ross, l'étudiant à la maîtrise en philosophie de l'UdeM qui a fondé le GROS avec deux de ses condisciples, Daniel Blémur et Maxime Langlois.

Dès la première réunion, le groupe a cherché à cibler certains thèmes qui étaient matière à dérive tant dans le discours médiatique que le discours gouvernemental. « *Le groupe constatait que souvent les actes de simple désobéissance civile étaient taxés d'actes violents et qu'il n'y avait pas de distinction faite entre le vandalisme et la violence contre les personnes* », se rappelle-t-il.

« *Trop souvent, des décisions sociales sont montrées comme étant des éléments naturels inébranlables et non discutables, or elles peuvent être erronées, ou mal expliquées* », poursuit M. Ross, qui prend l'exemple de la grève. « *On nous dit qu'on ne peut pas baisser les frais de scolarité. Le "on ne peut pas" connote l'irréversibilité. Pourtant, ce sont bien des êtres humains qui sont derrière cette décision, et donc rien n'est définitif dans cette proposition.* »

L'union fait la force

Cela faisait plusieurs mois que les trois étudiants en philosophie se questionnaient sur de nombreuses problématiques sociétales autour des médias sociaux et des technologies. Mais ils se sont vite rendus compte qu'à eux seuls, ils étaient limités dans leur possibilité d'approfondir correctement leurs recherches. Ils ont décidé de créer le GROS le 27 février dernier en lançant un appel, en assemblée générale de l'Association des étudiants en philosophie de l'UdeM, à toutes les personnes intéressées à assister à leur première réunion du 5 mars.

Depuis, le nombre de membres est passé d'une quinzaine à plus d'une cinquantaine au rassemblement de lundi dernier. M. Ross tempère toutefois cette popularité. « *On ne se leurre pas, la disponibilité des gens en raison de la grève est probablement une des raisons du succès du groupe.* »

« *Nous voulons clarifier et décortiquer des concepts sociaux afin que les gens qui se questionnent puissent avoir une documentation claire et concise. Des textes sont créés et distribués régulièrement à la suite de nos réflexions* », explique M. Ross. Plus d'une dizaine de longs articles, pamphlets et propositions sont disponibles sur le site Web qui a été mis en ligne fin mars. Un comité exécutif est constitué depuis le 9 avril dernier.

« *Après la grève, nous aurons plus de visibilité sur ce qui a été fait et ce que l'on peut faire. Nous pourrons alors nous interroger sur une poursuite de nos activités à long terme* », prédit M. Ross. Mais la question circule déjà au sein du GROS : « *que voulons-nous devenir et que sommes-nous en train de devenir ?* »

MARIAM MOUSTAKALY

objectivites-sociales.info

Des *subprimes* étudiantes ?

Après l'explosion de la bulle immobilière aux États-Unis qui a mené à la crise économique de 2008, une nouvelle bulle fondée sur les dettes étudiantes est-elle en train de se créer ? Oui, répond l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), qui redoute que le phénomène franchisse la frontière avec la hausse des frais de scolarité annoncée au Québec. Une crainte qui n'est cependant pas partagée par tous les économistes.

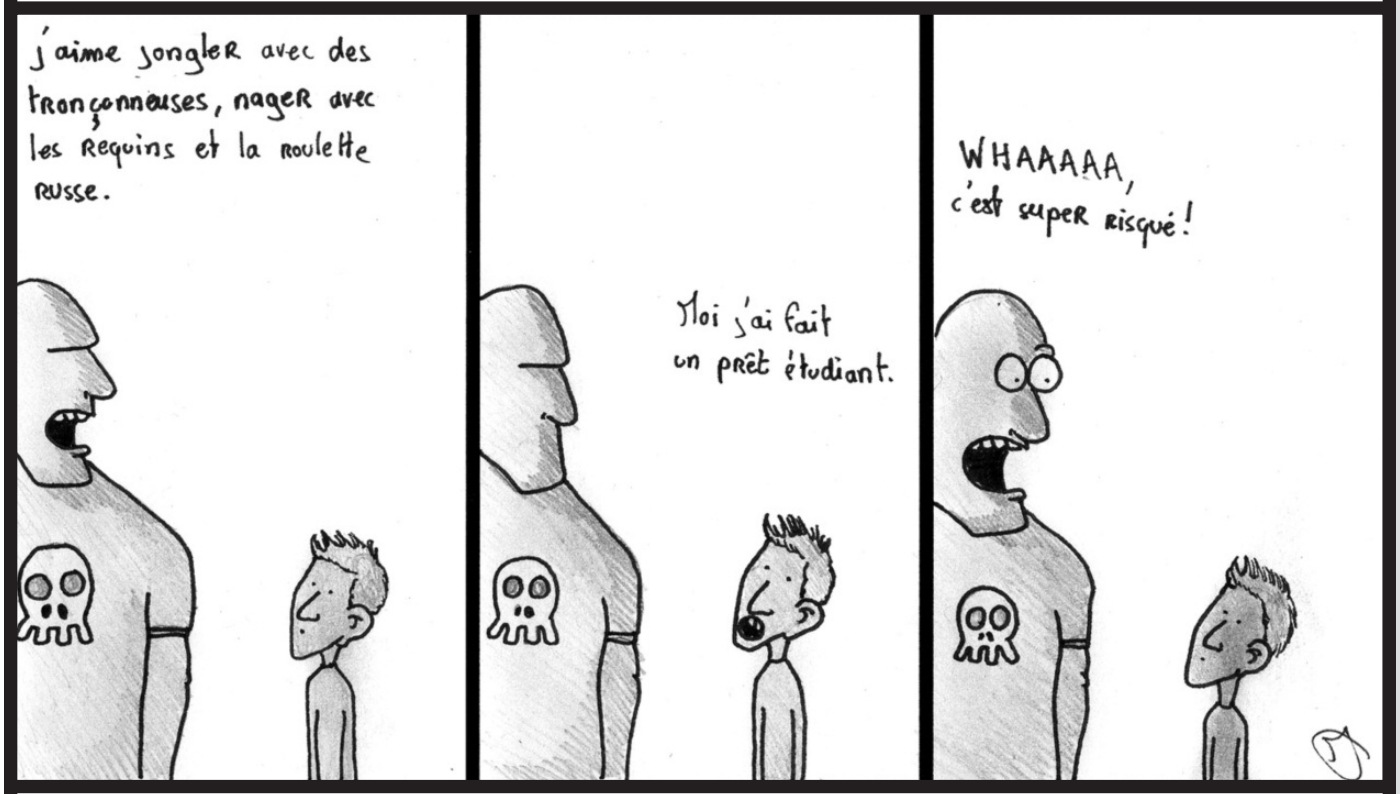


ILLUSTRATION : MÉLAINE JOLY

Tous les ingrédients seraient réunis pour voir naître une bulle spéculative autour de l'endettement étudiant, d'après la note publiée fin mars par Éric Martin et Simon Tremblay-Pepin de l'IRIS.

Il y a bulle lorsque les investisseurs exagèrent les perspectives de profits d'un marché, ce qui fait gonfler excessivement ses prix. La récente crise économique aux États-Unis a commencé par une telle bulle. Les ménages avaient massivement investi dans le secteur de l'immobilier qui promettait de juteuses plus-values. Les maisons sont devenues de plus en plus chères, mais les tenants de l'offre, qui souhaitaient voir les ventes continuer à augmenter, ont favorisé l'accès facile au crédit pour davantage stimuler la demande. La bulle a éclaté en 2008 quand il est devenu clair que la valeur des maisons était largement surévaluée, et les ménages se sont retrouvés avec un patrimoine immobilier dont la valeur était bien inférieure à leur niveau d'endettement.

Le secteur de l'éducation universitaire serait en train de bâtir un nouveau château de cartes avec des diplômes en guise de maisons. Les étudiants s'endettent de plus en plus pour payer des formations de plus en plus chères qu'ils pensent rentabiliser plus tard, alors que les revenus qu'elles promettent sont devenus hasardeux dans un contexte économique difficile.

En revanche, la hausse des frais de scolarité s'annoncerait particulièrement lucrative pour les banques, qui accorderont plus de prêts aux étudiants et qui pourront ensuite revendre ces créances sous forme de *subprimes* – des emprunts à risque élevé et à haut rendement pour le prêteur – sur les marchés financiers.

Le développement de la bulle serait facilité par une stratégie gouvernementale encourageant l'endettement personnel pour relancer la croissance économique. De fait, cette stratégie est confirmée par la position du gouvernement Charest dans le débat sur la hausse des frais de scolarité, qui consiste à proposer une bonification du crédit par l'amélioration des prêts et bourses.

Contagion américaine ?

L'hypothèse d'une bulle spéculative sur le marché des études universitaires inquiète déjà beaucoup aux États-Unis, explique l'IRIS. *« La dette étudiante s'y chiffre actuellement à un millier de milliards de dollars, et 25 % des emprunteurs n'arrivent plus à rembourser leurs prêts, ce qui représente 250 milliards de dollars de traites non payées »*, précise Simon Tremblay-Pepin. Le Canada et le Québec n'en sont pas là, mais la hausse annoncée des frais de scolarité pourrait changer la donne alors que le niveau moyen d'endettement des ménages canadiens atteint 153 % de leur revenu annuel, souligne l'institut.

Ces craintes sont exagérées, selon Jacques Raynauld, professeur de finance à HEC Montréal. *« La situation américaine est complètement différente. Des universités de second rang demandent 40 000 $ par an alors que les diplômes délivrés ne permettent pas de trouver facilement du travail. Au Canada, il y a des programmes à 25 000 $ par an, mais ils sont ciblés dans des domaines comme la médecine, où les débouchés sont assurés. »* De plus, il hésite à faire, comme l'IRIS, le lien entre l'endettement étudiant et celui des ménages canadiens. *« Il faut distinguer les dettes contractées pour acheter des biens de consommation, qui sont des dépenses, et l'endettement pour financer des études, qui constitue un investissement »*, considère-t-il.

Chers diplômes

Germain Belzile, chercheur associé à l'Institut économique de Montréal et maître d'enseignement à HEC Montréal, considère que c'est la valeur des diplômes sur le marché du travail qui est le principal enjeu. Le prix des études ne serait pas un problème tant que le salaire perçu par la suite permet de rembourser le prêt. *« La création d'une bulle n'est pas impossible, mais elle ne sera pas reliée au financement des études. En fait, la grande question est : les diplômes sont-ils surévalués ? »* affirme M. Belzile. Le problème apparaîtrait, par exemple, *« le jour où les entreprises se rendraient compte que les gens qui ont un MBA ne sont pas meilleurs que ceux qui n'en ont pas »*.

L'argument des salaires plus élevés pour les diplômés universitaires ne convainc pas M. Tremblay-Pepin. *« OK pour de meilleurs salaires. Mais si, avec le fort taux de chômage actuel, on ne trouve pas d'emploi ? »*

FANNY BOUREL

Avoir la cote, ou pas

L'agence de notation Moody's a récemment rehaussé la note de crédit de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). L'UdeM, quant à elle, n'est tout simplement pas évaluée.

Flavie Côté, conseillère principale au Bureau des communications et des relations publiques de l'UdeM, explique que l'Université *« n'est pas cotée puisqu'elle n'émet pas d'obligations. Elle n'est donc pas sur le marché obligataire »*, le marché sur lequel les acteurs économiques se financent par le biais de l'émission d'emprunts contractuels cessibles.

Comme l'UdeM ne se finance pas sur le marché public, une note de crédit à destination des créanciers est inutile. Selon son Budget de fonctionnement 2012-2013, l'UdeM est capable de se financer exclusivement avec les subventions versées par le ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports, les donateurs privés ou institutionnels et les frais de scolarité des étudiants, d'autant que l'Université *« a enregistré des hausses exceptionnelles d'inscriptions »* dans les quatre dernières années.

Les étudiants interrogés sur le campus l'UdeM ne savaient que les universités pouvaient avoir des notes de crédit ou ne connaissaient pas cet indicateur. La santé financière de l'UdeM n'est d'ailleurs pas un critère qui pourrait les dissuader d'y poursuivre leurs études, ou qui aurait pu les empêcher de s'y inscrire. Olivier Laheurte, étudiant en sciences économiques, précise que, selon lui, l'accessibilité en terme de coûts prime sur n'importe quel autre facteur : *« J'ai vu que les frais de scolarité annuels se limitaient à 3 000 $, et c'est surtout ce qui m'a convenu. »*

Cote stratégique

Avec la fin de l'épisode de l'îlot Voyageur, l'UQAM a retrouvé le chemin du retour au déficit zéro plus vite que prévu. Il y a deux semaines, Moody's Canada a par conséquent relevé sa note de Baa1 (Qualité moyenne inférieure) à A3 (Qualité moyenne supérieure) avec perspective positive.

« La cote de crédit envoie un signal quant à la solvabilité et à la capacité de rembourser ses emprunts », explique Chiheb Charchour, chargé de cours à HEC et au département de sciences économiques de l'UdeM. Ces derniers mois, la crise de la dette en Europe a montré maintes fois l'importance que les pays accordent au fait d'être bien cotés par les agences de notation financière comme Moody's et Standard & Poor's.

Mais le travail de ces agences ne s'arrête pas aux États. Elles évaluent aussi la solvabilité de différents agents économiques comme les entreprises, les institutions et même les universités. Et comme pour les pays, la cote de crédit d'une université est très importante par rapport aux marchés financiers. Le fait d'être bien noté permet d'aller chercher du financement plus rapidement, ainsi qu'une plus grande stabilité dans les prévisions budgétaires, explique M. Charchour.

DAVID BONIN

Les mouvements citoyens bourgeonnent

Un mois jour pour jour après la manifestation monstre du 22 mars contre la hausse des frais de scolarité, la communauté universitaire montera une nouvelle fois au front social. Cette fois, c'est la défense de l'environnement qui fera descendre étudiants et professeurs dans les rues aux côtés des artistes pour un premier *« printemps tranquille »* lors du jour de la Terre, le 22 avril prochain.

« Les étudiants nous parlent ces temps-ci dans les rues, ils nous posent des questions. Il y a des débats de société à avoir et, si les étudiants n'étaient pas dans la rue présentement, nous n'aurions pas ces débats-là », explique Dominic Champagne, l'artiste instigateur du rassemblement du 22 avril.

Oliver Vinette, diplômé en gestion à HEC Montréal et animateur à CISM, fait partie des étudiants engagés dans la coordination du rassemblement. *« Le 22 avril, c'est le jour de la Terre, mais c'est surtout un symbole pour tout ce qui concerne l'environnement. Notre manifestation pacifique pour la défense de nos richesses naturelles s'y inscrit donc naturellement »*, explique-t-il.

Tout a commencé quand une amie étudiante à l'UQAM, Léa Clermont-Dion, lui a demandé de s'exprimer sur l'environnement devant sa caméra. Depuis, Oliver contribue autant que possible à la diffusion de l'évènements, en ondes dans son émission *À la bonne heure* comme autour de lui. Il soutient que, contrairement à d'autres causes, la question environnementale ne laisse personne indifférent.

Pour lui, les étudiants n'ont pas d'autre rôle dans le projet que de diversifier le visage du mouvement. *« Ce n'est pas une affaire d'étudiants ou d'artistes, mais celle d'une génération sensible à la cause de l'environnement »,* précise-t-il. Cependant, il admet que la popularité de l'évènement est particulièrement grande chez les étudiants, sans doute parce qu'ils constituent une population déjà fortement conscientisée. *« Chacun va venir pour ses propres raisons, mais collectivement, la foule formera un ensemble cohérent »,* poursuit M. Vinette.

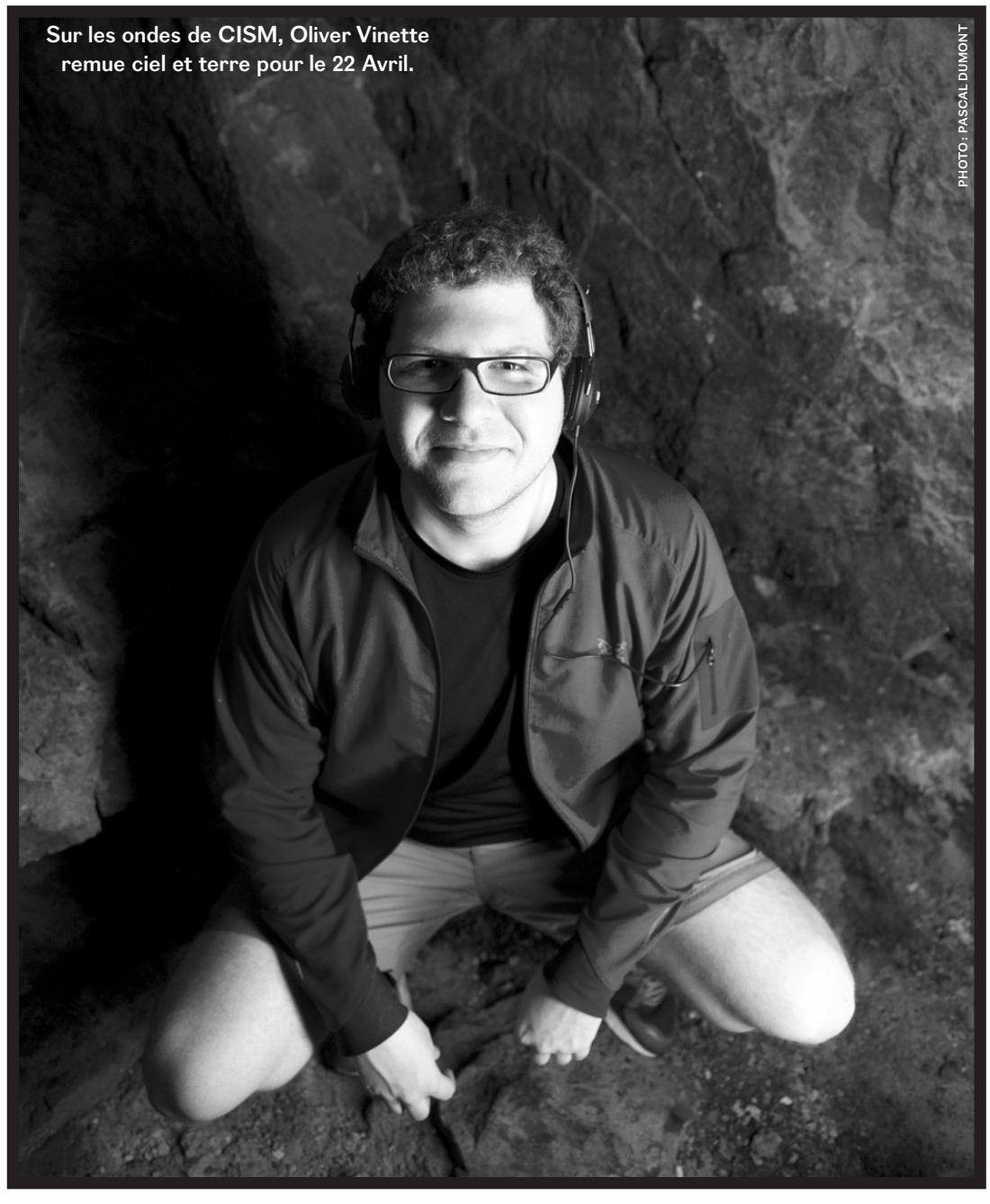

Sur les ondes de CISM, Oliver Vinette remue ciel et terre pour le 22 Avril.

PHOTO : PASCAL DUMONT

22 avril et 22 mars, même combat ?

Outre la coïncidence entre les dates des deux évènementss, la visibilité et la popularité du rassemblement du 22 avril pourraient reposer en grande partie sur celles de la grève étudiante. *« Une manifestation, c'est un évènement plutôt effrayant aux yeux de la population. Le fait que le 22 mars se soit déroulé dans une ambiance festive rassure et donne espoir pour le rassemblement du 22 avril »,* analyse M. Vinette.

Il croit que la lutte pour le droit à l'accessibilité scolaire est similaire à la défense des ressources naturelles et à la promotion du développement durable, en ce qu'elles invitent toutes à envisager collectivement un meilleur avenir. *« La question est autant l'articulation des valeurs de l'environnement que celle de l'éducation dans l'avenir des québécois »*, soutient-il.

Le sociologue Guy Rocher partage cette analyse, comme le révèle une lettre qu'il a coécrite et envoyée au journal *Le Devoir* le 11 avril dernier. Selon lui, la lutte pour l'accessibilité scolaire et la protection des ressources naturelles sont toutes deux des choix politiques. Elles devraient constituer des principes de base autour desquels toutes les politiques devraient s'accorder. *« Comment peut-on en même temps faire de tels dons à des entreprises qui s'en prennent à nos ressources naturelles* [dans le cadre du Plan Nord] *et refuser aux étudiants l'investissement pour assurer leur avenir à l'université ? »* explique-t-il dans sa lettre.

Aussi des professeurs

Le 9 avril dernier, Pierre Batellier, coordonnateur du développement durable de HEC, et Normand Mousseau, professeur de physique de l'UdeM, ont donné devant une centaine de personnes une conférence en relation avec la manifestation du 22 avril. Ils ont parlé de développement durable, de responsabilité des entreprises, de pétrole et de gaz de schiste en sol québécois.

« Nous avons des questions à nous poser en tant que citoyen, en ce qui a trait à nos responsabilités dans la gestion de nos ressources naturelles, plaide M. Mousseau. *Il est important que les citoyens qui viennent à la manifestation soient bien informés des faits pour légitimer leurs revendications. »*

Comme quoi la question de l'éducation est au centre de la manifestation du 22 avril comme de celle du 22 mars.

AUDREY LAROCHELLE

double pizza®
514 343•0•343
5002 QUEEN MARY
10% SUR $ 100 ET PLUS
TOUJOURS 2 POUR 1
1453 VAN HORNE
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
LIVRAISON GRATUITE

• Photo/BD •

Laval à l'honneur

Des étudiants de l'Université Laval ont remporté les premiers prix des concours interuniversitaires de photographie et de bande dessinée. Le vernissage avait lieu le jeudi 5 avril dernier au Centre d'exposition de l'UdeM.

Un trio d'étudiants de l'Université Laval a remporté le premier prix de la photographie de la 26e édition du concours. Le jury a souligné *« la grande maîtrise de tous les critères de sélection »* et *« l'humour »* de l'œuvre réalisée par Geneviève Robitaille et Sébastien Patenaude Francœur, qui forment le collectif Sopopera. Audrey Lahaie s'est jointe à eux pour ce projet. *« Elle a ajouté le côté technique grâce à un gros travail d'éclairage »,* affirme Geneviève Robitaille à propos de leur photo intitulée *Les petits plaisirs invitent au partage et à la célébration*.

« On s'inspire du kitsch et du ludique. Nos photographies mêlent humour, banalité et absurdité. »

GENEVIÈVE ROBITAILLE
Gagnante du concours interuniversitaire de photographie

Le thème de la tension, imposé par le concours, n'était pas un obstacle pour les gagnants, qui *« aiment utiliser des personnages froids pour créer une sorte de tension ». « On s'inspire du kitsch et du ludique,* explique Geneviève Robitaille. *Nos photographies mêlent humour, banalité et absurdité. »* Cette photographie, inspirée d'une visite chez un antiquaire, a demandé *« un gros travail de mise en scène »* selon les lauréats.

La photo gagnante du concours interuniversitaire de photographie

PHOTO : GENEVIÈVE ROBITAILLE, SÉBASTIEN PATENAUDE FRANCŒUR ET AUDREY LAHAIE

Un défi pour les bédéistes

Côté bande dessinée, c'est aussi un étudiant de l'Université Laval qui a décroché le premier prix. Anthony Charbonneau-Grenier a conquis le jury avec une bande dessinée *« très originale dans sa mise en page »*. Sous le pseudonyme de Topen, l'étudiant a réalisé *Entretien avec un monstre*. *« Je ne m'y attendais pas, surtout quand j'ai vu le travail des autres »,* affirme Anthony Charbonneau-Grenier, qui a pris le thème du concours, la tension, comme *« un défi »,* même si l'inspiration *« est venue assez vite »*. Pour l'étudiant, la bande dessinée, c'est *« le plaisir de raconter des histoires et une façon de stimuler l'imagination »*. Habitué à l'utilisation du stylo-plume, il s'est essayé pour la *« première fois à la tablette graphique »,* un travail qui a nécessité une vingtaine d'heures.

Le concours était ouvert aux étudiants de 15 universités franco-canadiennes. Sur les 294 photographies et 47 bandes dessinées soumises, les deux jurys ont dû sélectionner 50 photographies et 18 bandes dessinées afin de les exposer pendant le vernissage. Diverses mentions ont été accordées pour chaque concours, comme la mention « impact visuel » pour la photographie ou « habileté technique » pour la bande dessinée. Le photographe du *Quartier Libre,* Pascal Dumont, a reçu une mention technique pour une photo argentique en noir et blanc.

CORALINE MATHON

Tension écologique

Les organisateurs du vernissage souhaitaient obtenir l'accréditation carboneutre. Ils ont demandé aux personnes présentes de garder le même verre tout au long de la soirée et de jeter leurs déchets dans les bacs prévus à cet effet. Un représentant de la firme Éco-coop évaluait aussi la dépense en gaz à effet de serre de l'évènement en sondant les spectateurs par rapport aux moyens de transport qu'ils avaient utilisés pour se rendre sur place.

• Littérature •

Un concours pour les mots et la société

Comment faire écrire les jeunes auteurs ? La Fondation Charles-Gagnon s'attelle à la tâche avec *Imaginaires collectifs,* un nouveau concours pour les jeunes auteurs de 30 ans ou moins. Trois prix d'une valeur totale de 2 000 $ seront attribués.

« Ce concours vient combler le manque d'activité littéraire chez les jeunes auteurs québécois », affirme Yves Rochon, membre du conseil d'administration de la Fondation Charles-Gagnon, créateur de ce concours conjointement avec les Éditions de la Pleine Lune.

M. Rochon tient surtout à souligner le manque flagrant de *« littérature sociale ». « Dans ma jeunesse, il y a 20 ans, il y avait une ébullition de littérature sociale, les gens écrivaient sur leur société,* estime-t-il. *Depuis 20 ans, la littérature sociale est morte ! »*

Le concours se nomme *Imaginaires collectifs* pour souligner la valeur fictionnelle exigée dans les textes et le volet social qui est le leitmotiv de la Fondation. En 2008, le concours était ouvert à toutes les disciplines artistiques. *« On a préféré mettre l'accent sur la création littéraire parce que, contrairement au monde de la musique et du cinéma, les jeunes auteurs n'ont pas de réseaux de contacts,* explique Yves Rochon. *C'est la nature individuelle de la création littéraire qui est en cause. »*

Absence de concours

Catherine Peterson, étudiante au baccalauréat en littérature de langue française à l'UdeM, regrette qu'il n'y ait pas davantage de ce genre *« de concours pour donner la chance à plus de gens ».* Sa consœur Sara Brockbank avoue ne jamais participer aux concours littéraires parce qu'elle estime ne pas avoir *« suffisamment confiance en* [s]*es capacités créatrices ». « J'ai peur de ne pas pouvoir produire un texte respectable si je suis sous pression et de ne pas être à la hauteur des attentes que je me serais fixées au point de départ »,* se désole-t-elle.

Tous les gens de moins de 30 ans, étudiants ou non, sont encouragés à soumettre leur texte d'ici le 15 juin. Les romans, poèmes, paroles de chanson, nouvelles et récits sont acceptés. Ils doivent être inspirés par des valeurs de justice sociale, d'équité et de solidarité.

Charles Gagnon, auteur militant

Celui qui a donné son nom à la Fondation est diplômé en études littéraires de l'UdeM en 1965. Charles Gagnon a milité au sein de plusieurs associations étudiantes, dont l'Association des étudiants de l'UdeM, l'ancêtre de la Fédération des associations étudiantes de l'UdeM (FAÉCUM).

Indépendantiste et socialiste convaincu, il rejoint les rangs du Front de libération du Québec (FLQ) en 1966. La même année, il est arrêté et emprisonné à New York avant d'être extradé au Canada en janvier 1967, où il sera incarcéré pendant presque quatre ans.

À partir de la prison de New York, il envoie une lettre au journal des étudiants de l'UdeM, le *Quartier Latin*, ancêtre de *Quartier Libre.*

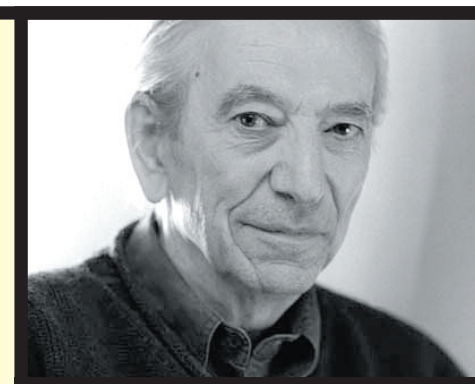


PHOTO : COURTOISIE FONDATION CHARLES-GAGNON

L'implication sociale de Charles Gagnon est à l'origine de ce nouveau concours littéraire.

« L'idéal du Quartier Latin*, l'idéal de la jeunesse québécoise de 1970 est le nôtre. Et c'est d'ailleurs pour cette raison que nous moisissons en prison depuis septembre 1966 »,* écrit-il dans cet article, en voulant faire comprendre aux lecteurs du journal que l'indépendantisme sans actions concrètes n'est qu'une illusion. C'est justement à cause de ses actions qu'il est incarcéré une nouvelle fois en 1970 pour huit mois.

L'activiste a décidé de léguer, avant sa mort, en 2006, un *« patrimoine autonome qui œuvrera à des fins sociales »* par l'entremise de sa fondation. La Fondation organise chaque année, depuis 2008, des concours à valeur sociale, à l'image de Charles Gagnon.

ELOM DEFLY

fondationcharlesgagnon.com/fr/even/23003

Des macaronis pour maman

Pourtant fabriqué avec beaucoup de cœur et de nouilles, le collier de macaronis n'a aucune valeur commerciale, avant-gardiste ou esthétique. En toute connaissance de cause, l'étudiante en communication à l'UdeM, Cybèle Beaudoin Pilon, a demandé à 18 artistes de faire un collier de macaronis pour la fête des Mères. Une exposition bientôt au Studio XX, du 5 au 12 mai.

«D'un point de vue artistique, le collier de macaronis a quelque chose de ridicule. Il évoque aussi une naïveté, un côté très kitsch.»
– Cybèle Beaudoin Pilon

PHOTO : PASCAL DUMONT

Votre mère a une boîte remplie de petits trésors, comme ce collier de macaronis que vous lui avez conçu jadis durant un mois de mai, et ça ne sert à rien. Il s'agit d'un *« cadeau fréquemment fabriqué en activité scolaire par les très jeunes enfants pour la fête des Mères »,* précise Wikipédia. C'est exactement ce qui a attiré Cybèle Beaudoin Pilon, à l'origine du projet d'exposition *Colliers de macaronis pour maman*. *«J'ai toujours plein d'idées,* affirme l'étudiante en communication à l'UdeM. *D'un point de vue artistique, le collier de macaronis a quelque chose de ridicule. Il évoque aussi une naïveté, un côté très kitsch. »*

Derrière l'apparence enfantine de la commande, l'exposition fait fi des barrières de l'art, de l'industrie et de l'artisanat. Des joaillers, des vidéastes, des sculpteurs, des designers, des peintres et des tenants d'autres voies artistiques sont réunis pour l'occasion. *« Il n'y a pas de barrières. C'est assez inhabituel,* fait remarquer Cybèle Beaudoin Pilon. *L'art contemporain en particulier est un milieu très circonscrit. Dans l'exposition, des créateurs issus de milieux plus commerciaux vont être mêlés à des créateurs issus de l'art contemporain. »*

Même si le collier de macaronis n'est pas tout à fait la matière première des arts, il s'inscrit dans une tendance où l'objet directement issu du quotidien, avec toute sa charge affective, est roi. La preuve : le petit, le banal, l'objet, le cossin s'incrustent dans les musées.

Et si le Petit Prince vous demandait de faire un collier de macaronis ?

La commande de Cybèle Beaudoin Pilon est restée volontairement floue en ce qui a trait aux bijoux de pâtes alimentaires. La jeune commissaire de 21 ans explique qu'elle a préféré éviter un cadre de création trop balisé. *«Je ne voulais pas me perdre dans une liste de critères. La consigne est donc restée la demande de départ : "fais-moi un collier de macaronis". Je me suis inspirée de l'image du Petit Prince. Alors, si le créateur conçoit la réponse comme quelque chose d'abstrait, ce sera abstrait. Personne n'est obligé d'utiliser des nouilles. Dans l'exposition, il y aura donc réellement des colliers en macaronis et d'autres œuvres qui seront plus expérimentales. »*

Elle donne l'exemple de l'artiste François Lumière, qui prépare une installation qui se tiendra sur tout le mur. *« C'est très grand, cette installation. On a demandé les dimensions de chaque projet. Le Studio est petit. C'est hypercomplexe. Marie-Audrey Jacques, une amie à moi ayant étudié en scénographie, s'occupe de gérer l'espace. »* Tout se déroulera au Studio XX, un centre d'arts médiatiques et de ressources multimédia pour femmes. Et ça tombe bien, car les nouilles crues sont aussi un hommage à maman ; l'exposition est pour la fête des Mères. *« Les propriétaires ont été attirés par notre exposition,* raconte la commissaire. *Ils appuient notre projet. »*

La réflexion sur la femme, sur la mère et sur l'enfant est véritablement au cœur de la proposition de Cybèle Beaudoin Pilon. *« Même s'il semble simple, ce projet est une véritable narration condensée,* note Libby Hague, artiste chevronnée et exposante pour *Collier de macaronis pour maman*. *Je faisais des objets à partir de blocs lorsque j'étais plus petite. Je demandais à ma mère de venir admirer mes projets, que je défaisais une fois admirés par elle. Le cœur de mon œuvre pour l'exposition est la relation entre la mère et la fille. »*

Ceci n'est pas du Kraft Diner, vous en conviendrez. C'est le premier projet d'exposition de Cybèle Beaudoin Pilon : un collier de macaronis.

CHARLOTTE BIRON

Collier de macaronis pour maman
Exposition du 5 au 12 mai au Studio XX
4001, rue Berri

• Cinéma •

Une histoire (re) belle

Après avoir été récompensé au festival de la Berlinale en Allemagne, *Rebelle*, du Québécois Kim Nguyen, arrive le 20 avril sur nos écrans. Il s'inscrit dans la lignée des films sélectionnés aux Oscars *Incendies* et *Monsieur Lazhar,* en mettant en avant-plan l'aspect multiculturel du cinéma québécois.

***Rebelle*, à l'affiche dès le 20 avril au Québec**

Alors que, dans *Monsieur Lazhar*, deux cultures se font face (la culture du Québec et celle de l'Algérie), « Rebelle *est un film qui nous transporte directement en Afrique et nous immerge dans une réalité complètement différente de la nôtre. Et c'est encore mieux »,* souligne la professeure en études cinématographiques, Élène Tremblay.

Inspiré par des faits réels, *Rebelle* met en scène l'histoire d'une enfant-soldat. Komona (Rachel Mwanza), une jeune adolescente de 14 ans, raconte à son enfant l'histoire de sa vie. Après avoir vu son village attaqué par des rebelles, Komona devient enfant-soldat et s'apprête à va vivre les pires années de sa vie.

Le seul rayon de soleil de ses journées vient d'un garçon, prénommé « Le Magicien » (Serge Kanyinda), dont elle tombe amoureuse. Mais les moments de bonheur qu'ils passent ensemble ne sont que de courtes durées, et la guerre les rattrape. Komona fait face à ses démons et lutte pour sa survie.

Le réalisateur Kim Nguyen met en scène l'amour et l'espoir à travers ce portrait sombre de l'Afrique. Le succès du film lors du festival du film de Berlin s'explique, entre autres, par la beauté des images et par le jeu des acteurs. Rachel Mwanza a d'ailleurs reçu le prix de la meilleure actrice.

Portrait moderne

Selon Élène Tremblay, le succès de ce film, d'*Incendies* et de *Monsieur Lazhar* à l'international en dit long sur le désir des Québécois de relater leurs expériences de vie quotidienne et leur contact avec différentes cultures. *« La cinématographie québécoise a longtemps été marquée par sa relation au terroir et à son histoire, mais cela change »*, se réjouit Mme Tremblay.

Si *Rebelle* constitue une illustration de l'émergence d'un cinéma québécois multiculturel, la professeure tient tout de même à souligner qu'il reste encore un effort à faire. *« La télévision québécoise, par exemple, est encore très en retard par rapport à notre réalité culturellement très diversifiée »,* explique Mme Tremblay.

MEDY KROUK

Trithérapie musicale

Trois antiviraux musicaux

Par JUSTIN DOUCET, MEDY KROUK et OLIVIER BOISVERT-MAGNEN

HIP-HOP
Action Bronson & Party Supplies
Blue Chips

Avant d'être rappeur, Action Bronson était chef cuisinier. Il s'est associé au producteur Justin Nealis, alias Party Supplies, signé au label Fools Gold. Les deux artistes originaires de Queens, à New York, évoquent sur *Blue Chips* l'âge d'or du hip-hop. Les échantillonnages éclectiques (soul, rock, doo-wop) sont transformés en boucles simples par Nealis – sans la surproduction et les effets spéciaux qui alourdissent parfois le rap contemporain. Sur « 9-24-11 », Nealis échantillonne « Return To Me » de Dean Martin, et Bronson y pose son *flow* vigoureux en traitant de ses thèmes favoris : bouffe, sexe et herbe. Sur « Tanned Leather », le MC dévoile sa recette de *crositini* (hors-d'œuvre italien) entre des histoires de drogue et de fellations : *« Bone marrow roasted/Spread it on the rosemary bread, lightly toasted. » Blue Chips* promet de charmer les fans de Ghostface Killah. (J. D.)

Téléchargement gratuit au tinyurl.com/bronsonbluechips

FOLK ACOUSTIQUE
Maison Brume
La fuite des gens heureux

Avec *La fuite des gens heureux,* Maison Brume nous offre un premier maxi de quatre chansons évoquant la sérénité et la douceur. Grâce à des mélodies calmes et relaxantes, le Montréalais Florian Seraul nous fait oublier les tracas de la vie quotidienne. « Histoire de neige » ouvre l'album de manière très agréable. Une voix suave et apaisante accompagne une mélodie joyeuse, le tout mettant en valeur un texte bien construit et très poétique. Les mélodies onctueuses à l'oreille nous rappellent le style folk et émouvant de Bon Iver. « Le Globe » conclut ce court album avec des paroles nous invitant à voyager tranquillement dans notre imaginaire. La fin, teintée de violons, est si paisible qu'on ne la remarque même pas, nous laissant à nos pensées les plus heureuses et transformant un triste après-midi pluvieux en un moment optimiste et plein d'espoir. (M. K.)

Écoute gratuite au maisonbrume.bandcamp.com

COUNTRY BLUES
Canailles
Manger du bois

Après une tournée au Québec et l'expérience des Francouvertes l'an dernier, les Canailles ont confirmé qu'ils étaient des bêtes de scène, capables de faire lever bien des foules réticentes au country. Le pari de l'album était risqué après un premier maxi moins convaincant en 2011. Bonne nouvelle, *Manger du bois* transpose l'énergie scénique des huit instrumentistes. Les chansons énergiques, la cohésion du groupe et la réalisation habile du touche-à-tout Socalled rendent justice aux spectacles hauts en couleur. Les influences sont nombreuses. « La route » et « Bien-être » mettent de l'avant des accordéons style cajun, tandis que « Ramone-moi » conjugue une énergie gospel à un harmonica au souffle blues. Les voix écorchées de Daphné Brissette et d'Érik Evans (moins présent ici) transmettent des émotions vives. (O. B.-M.)

Écoute gratuite au canailles.bandcamp.com

PALMARÈS
CISM 89,3 FM - LA MARGE
SEMAINE DU 15 AVRIL 2012
CHANSONS FRANCOPHONES

CISM 89,3 FM la marge

	CHANSON	ARTISTE
1	JACQUES CARTIER	LILA DIT ÇA
2	PARLE-MOI	CANAILLES
3	NÉ AU BRONX	MONK.E & KENLO
4	GALOPE	RADIO RADIO AVEC GEORGETTE LEBLANC
5	LA CANDEUR D'UN INCONNU	LES REVENANTS
6	LE PARADIS	WINTERMITTS
7	CERVEAU RAMOLLI	LISA LEBLANC
8	CLOUDMAN	DIONYSOS
9	EMMÈNE-MOI	MARIE-PIERRE ARTHUR
10	LA CHOSE	DAVID GIGUÈRE
11	T'ES BELLE COMME UN CŒUR	SIMON KINGSBURY
12	EN TERRE PROMISE	MAISON BRUME
13	ÇA FINIRA DANS UN BAIN DE SANG	REINE DE FRANCE
14	KICKDOWN	PIERRE FORTIN
15	LA SEINE	VANESSA PARADIS & M
16	EN SELLE, GRETEL	QUALITÉ MOTEL avec YANN PERREAU et ELISAPIE ISAAC
17	VOLUTES	KLUB DES LOOSERS
18	FEMME	KARCY JACKSON
19	FUSÉES	NAPOLITAINE
20	TWINKLE	FUSÉE DORÉE
21	UNE VIEILLE TAUPE	JULIEN SAGOT
22	L'AMOUR, L'ARGENT ET LE VENT	BARBARA CARLOTTI
23	KENNEDY	DARAN
24	ARACHNO-BOTANIQUE	IL DANSE AVEC LES GENOUX
25	TAMMY VERGE	JAMBE
26	SABRE LASER	LE PINGOUIN
27	DO RÉ MI FACTURE	INCUBATION
28	PARFAIT PARFAIT	FANNY BLOOM
29	HUMMER JONES	JAM & PDOX
30	LES GRANDS COUPS D'L'AMOUR	LES GUERRES D'L'AMOUR

TA RADIO
CISM893.CA

Avec queue et tête

Alain Turgeon a troqué une vie qui le répugnait pour devenir écrivain. Québécois d'origine, il a émigré en France il y a 18 ans. Qualifié d'*« obsédé texto-sexuel »* par le magazine français *VSD*, l'auteur a présenté son cinquième roman, *Anamoureux préparturient*, au Salon international du livre de Québec. *Quartier Libre* l'a attrapé au vol, sur Skype, pour discuter de son parcours.

***Quartier Libre* : Vous êtes devenu ingénieur informatique après des études à l'École Polytechnique de Montréal. Quels souvenirs avez-vous de cette période ?**

Alain Turgeon : L'année où je suis arrivé aux résidences, c'était la dernière année où les garçons et les filles étaient séparés. Ensuite, la mixité, c'était fabuleux ! Les chambres étaient petites, mais c'était sympa et pas cher. Il y avait du monde, des choses à faire. Je dirais que mes études d'ingénieur ont gâché ma période universitaire. Autrement, j'aurais beaucoup aimé ça être à l'université.

***Q. L.* : En début de carrière, vous avez quitté votre emploi au Québec pour déménager en France. Qu'est-ce qui a motivé ce changement ?**

A.T. : Le désespoir. J'étais ingénieur junior chez Lavalin. Un jour, je me suis rendu compte que mon boulot, c'était d'être devant un ordinateur toute la journée. J'avais 23 ans à ce moment-là. En regardant mes collègues, je me suis rendu compte que, sur mon étage, c'était un gars de 39 ans qui occupait le meilleur bureau. Tout le monde se battait pour avoir ce bureau. Tout d'un coup, j'ai pris conscience que si tout allait au mieux – ce qui était loin d'être sûr – le meilleur qui pouvait m'arriver, c'était d'être à sa place dans 16 ans.

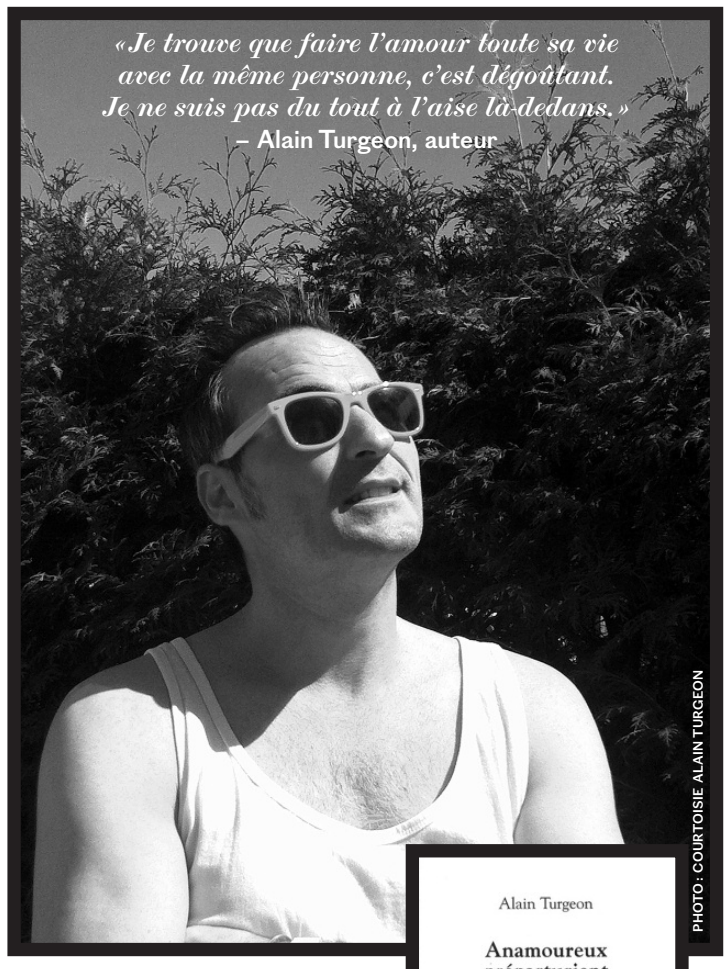


PHOTO : COURTOISIE ALAIN TURGEON

Entre-temps, j'avais rencontré une Lyonnaise dont j'étais tombé amoureux. Du coup, j'ai pris un aller simple vers la France pour la rejoindre. Je ne savais pas quand j'allais revenir. Après, j'ai travaillé en France comme ingénieur encore trois ans.

***Q. L.* : Comment expliquer votre « dérive » vers la littérature ?**

A.T. : Je n'arrivais pas à m'intégrer dans la société du travail française. J'ai eu quatre emplois en trois ans. Je me suis fait licencier chaque fois. Et puis là, il a fallu que je me rende à l'évidence : ce n'est pas ce monde-là qui n'est pas fait pour moi, c'est moi qui n'étais pas fait pour ce monde-là. Le dernier travail d'ingénieur informatique que j'ai eu, ça devait être en 2000 ou en 2001. Je travaillais dans une boîte qui gérait du combustible nucléaire. C'était l'horreur ! Je cachais des bouquins dans le double plafond des toilettes, puis je m'absentais de mon bureau pendant des heures pour aller lire aux toilettes. Je me suis fait virer. C'est après que j'ai renoncé à trouver des boulots d'ingénieur.

Ça a également commencé à aller moins bien avec cette fille que j'aimais au départ. Ma profession, c'était de la merde. J'étais profondément découragé. Je me demandais si j'allais rentrer ou pas, divorcer ou pas. C'est à ce moment-là que je me suis dit que j'allais essayer d'être écrivain. Puis, j'ai rencontré une autre fille. Au bout de deux ans, on avait un enfant. Donc après, la question du retour, elle ne se posait plus.

***Q. L.* : Comment l'écriture donne-t-elle un sens à votre vie ?**

A.T. : Ça me permet d'exprimer tout ce avec quoi je ne suis pas d'accord. Les relations amoureuses, par exemple. Pendant des milliers d'années, les hommes et les femmes ont dû, pour accéder à la sexualité, se marier et avoir des enfants. Dans les années 1960, la contraception s'est répandue dans tout l'Occident et, à partir de ce moment-là, il a été possible pour une femme d'avoir une relation sexuelle avec un homme sans nécessairement l'épouser ou passer pour une salope. Je suis un enfant de cette époque-là. Mais toute cette histoire qui s'est transmise jusqu'à nous depuis si longtemps a des effets dans nos têtes, dans notre éducation, notre façon de penser. J'ai essayé, je me suis marié, j'ai vécu en concubinage. C'est un schéma qui ne me convient pas. Je trouve que faire l'amour toute sa vie avec la même personne, c'est dégoûtant. Je ne suis pas du tout à l'aise là-dedans.

***Q. L.* : Des critiques littéraires en France vous qualifient d'hurluberlu et d'énergumène. Qu'est-ce que ça vous fait ?**

A.T. : J'aime ça ! La littérature, ça sert à surprendre les gens. Si j'écrivais de la même façon que tout le monde, ça n'aurait aucun intérêt ! J'ai juste à être naturel, et c'est provocant. Ça choque et ça suscite aussi de l'admiration. Tous ces qualificatifs, c'est parce que j'ai un style particulier. J'ai ma propre grammaire, ma propre syntaxe. J'invente des mots quand j'en ai besoin. Je joue avec la langue, je fais des jeux de mots. J'écris en France du québécois que les Français peuvent comprendre.

ANDRÉANNE CHEVALIER

Sur la hausse des frais

Étudiant à Polytechnique à la fin des années 1980, Alain Turgeon est contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral. *« Déjà, à mon époque, ça se discutait, la hausse des frais,* raconte-t-il. *C'est pourri qu'on en soit encore là, plus de vingt ans après. C'est toujours les étudiants qui vont payer pour être admis à l'université. Qu'est-ce qui nous reste comme richesse ? Effectivement, il y a le Grand Nord, mais la richesse qu'on a, c'est quand même le potentiel humain. Moins il y a de gens qui accèdent à l'université dans notre société, moins elle sera capable de se défendre ou d'innover plus tard. »*

Anamoureux préparturient, collage d'autofiction

Derrière un titre aux néologismes énigmatiques se cache une autofiction candide, remplie d'humour et de jeux de mots. Comme le dit lui-même Alain Turgeon : *« Je n'ai pas beaucoup d'imagination. C'est à 80 % ma vie. C'est ma réalité travestie. »* L'histoire, ou le collage d'histoires, commence par une partie de golf avec l'ami Jean-Pierre pour se terminer par la rencontre d'une touriste coréenne. Les chapitres défilent comme la vie, sans nécessairement suivre une trame précise. Ce qui les relie, c'est la lutte constante de l'homme de la quarantaine, complètement fauché, qui angoisse à chaque rendez-vous au sujet de la facture tout en jonglant avec son obsession contrôlée du sexe.

Alain Turgeon, *Anamoureux préparturient*, Éditions La fosse aux ours, 2011, 185 p.

ROCKHILL
Très vert, très ville

HABITEZ UN LIEU HORS DU COMMUN. IMAGINEZ.
Vous êtes au pied du mont Royal et à dix minutes du centre-ville ! Appartements avec balcon et vue spectaculaire. **Habiter le Rockhill, c'est vivre pleinement Montréal.**
4858, ch. de la Côte-des-Neiges, Montréal H3V 1G8
514 738-4704
appartementsrockhill.ca | cogir.net

• Architecture •

Une cour intérieure remise à neuf

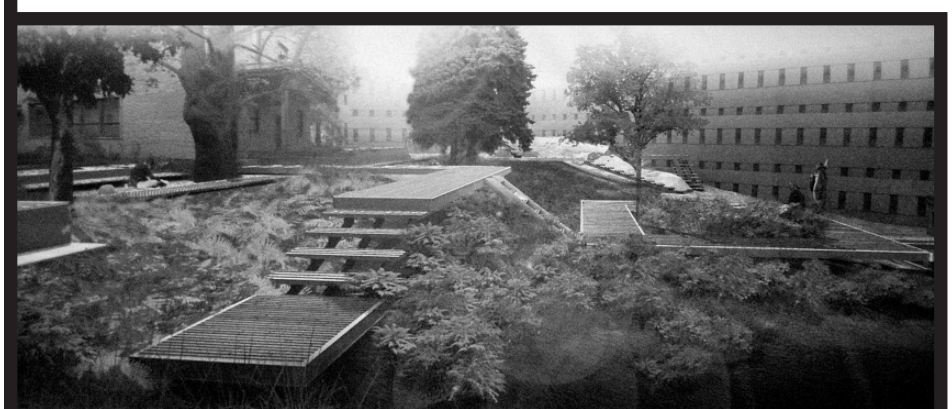
Les étudiants de la Faculté d'aménagement ont repensé la cour intérieure cloisonnée et quasi abandonnée du pavillon Marie-Victorin à l'occasion d'un concours d'architecture. Les neuf projets, exposés au pavillon jusqu'au 29 avril, serviront au réaménagement de la cour.

La cour intérieure du pavillon Marie-Victorin sera rénovée.

PHOTOS : CHARLOTTE GUERLOTTÉ

Anne-Laurence Dumont, étudiante en deuxième année en architecture de paysage, a convaincu le jury avec son projet *T'es pas sortie du bois.* Lors du vernissage de l'exposition, le 29 mars dernier, elle a gagné un stage à la Direction des immeubles, et travaille au projet de réaménagement de la cour. *« La cour a beaucoup de potentiel grâce à son vaste espace, son relief caractéristique et ses arbres matures »,* indique-t-elle.

Dans son projet, l'étudiante met en perspective la cour et le mont Royal, situé à l'arrière. Elle mise sur l'accessibilité, le confort et le design pour en faire un site où l'étudiant viendra se ressourcer au milieu d'une végétation verdoyante. À l'image d'une réserve naturelle, les visiteurs auront le loisir de traverser la cour sur des parcours de découverte en bois. Des aires de repos et d'étude seront aménagées, et la terrasse du café d'éducation sera agrandie.



Dans le projet d'Anne-Laurence Dumont, les visiteurs auront le loisir de traverser la nouvelle cour sur des parcours de découverte en bois.

Comme une ruche

Avec son projet *La ruche,* Sophie Chapleau-Lacoste, gagnante de la deuxième place, voit la cour comme un lieu de bourdonnement, où les personnes échangent et travaillent. Les étudiants survolent cette cour dans l'espoir d'une rencontre professionnelle ou amicale. *« Je cherche à dynamiser le site et à ouvrir le bâtiment sur la cour avec de nouveaux accès et des façades avoisinantes vitrées »,* explique-t-elle. Cela apporte de la lumière et met en relation bureaux et nature.

Pour Samira El Mamouni, qui a remporté la troisième place ex aequo avec Virginie Roy-Mazoyer, la cour intérieure est *« un lieu de transition où l'intérieur devient extérieur et l'extérieur, intérieur ».* Son œuvre, qui se nomme justement *Transition,* divise l'espace en plusieurs zones : restauration, détente, contemplation.

Les projets ont été réalisés dans le cadre du cours Démarche paysagère. Les travaux ont été sélectionnés lors d'un concours qui a été lancé par le Vice-rectorat aux affaires étudiantes.

Les projets sont exposés sur des panneaux dans l'étroit couloir de l'aile B du pavillon Marie-Victorin, face à la cour. En un coup d'œil, on peut voir la cour actuelle et celle du futur site. Mais ce couloir n'est pas le lieu idéal pour une exposition, car peu d'étudiants s'y arrêtent. À l'image de la cour intérieure.

CHARLOTTE GUERLOTTÉ

90, avenue Vincent-d'Indy

• Chronique •

VÉCUS ENTRECROISÉS

Trouvez le dissident en vous

La dissidence est *« l'action de ceux qui se séparent d'une communauté religieuse, politique, sociale, d'une école philosophique »* selon Le Robert.

Pourquoi est-ce que cela nous importe tellement, l'avenir de la planète ?

PHOTO : STEFANIA NEAGU

L'auteur Philippe Ducros lui utilise sa conscience sociale pour faire preuve d'une profonde empathie envers l'humanité. Il a écrit la pièce *Dissidents* présentée à l'Espace Go au mois de mars dernier. Il a aussi exposé un déambulatoire théâtral et photographique réalisé en République démocratique du Congo pendant les guerres qui ont sévi de 1993 à 2003. La pièce et le reportage ont nourri ma réflexion sur l'engagement social, humanitaire, civique, sur l'engagement en général.

Beaucoup de gens trouvent toute la chaleur humaine auprès de leurs familles, leurs amis. Ils n'ont pas à penser plus loin, ils n'ont pas vécu les situations extrêmes qui ébranlent et qui font voir les réalités au-delà du confort familier.

Qu'est-il arrivé au personnage principal de la pièce de Ducros pour qu'il arrête d'aimer sa vie paisible ? Sa fille est morte suite à un empoisonnement dû aux rejets d'une usine fabriquant des piles. Il a disjoncté. Le comportement humain qui engendre la destruction à l'échelle planétaire lui a semblé monstrueux. Bien que ce comportement ait toujours été le même à travers l'histoire, le personnage blâme notre époque.

Sauf que maintenant, il est vrai, nous sommes informés, conscients et capables d'agir.

On retrouve des révoltés actifs dans des conditions plus extrêmes, telles que les manifestations pacifistes contre le régime politique égyptien, mais le révolté n'est pas un extrémiste.

La pièce de Ducros se veut à la fois questionnement et réponse. Au-delà de la propagande simpliste prodissidence, Ducros écrit : *« Notre action politique s'entend dans le discours que l'on tient à nos enfants… Il faut s'entêter à agir sur son monde à vingt comme à soixante ans. Il faut se tenir debout, prétendre à l'invention, désobéir à ce qui nous est présenté comme l'ultime logique, défier les statistiques… ».* Tout en gardant un bon sens humain, dénué d'extrémisme. Il ne faut pas tuer des gens pour sauver des gens, étrange paradoxe, idéalisme monstrueux. Qui d'ailleurs n'a aucun véritable impact : les extrémistes sont condamnés par l'État, la loi et la société. Qu'ont-ils accompli sinon discréditer leur cause ?

Arrêtons-nous pour réfléchir : pourquoi est-ce que cela nous importe tellement, l'avenir de la planète ? Moi, je n'ai pas d'enfant, alors je devrais être encore moins concernée. Puis si la Terre meurt et l'humanité disparaît dans 10 générations, disons ? Qu'est-ce que ça change à nos vies ? Ce que je trouve dommage, c'est que toutes ces belles choses que j'aime, la nature, l'art, les gens, vont disparaître. C'est une forme d'anxiété existentielle. C'est comme si notre monde est déjà faux, que les gens, les objets autour de nous perdent déjà de leur réalité. Et puis, il y a aussi la réalité très concrète et actuelle de la souffrance ailleurs dans le monde. Future et présente. Sur laquelle on peut agir maintenant et qui se déroule malgré nous.

STEFANIA NEAGU

POUR APPROFONDIR

• Le film du montréalais Mathieu Roy, *Surviving Progress*. Le livre dont il est tiré a été une source d'inspiration pour Philippe Ducros et ses collaborateurs.

• Le pamphlet *Indignez-vous* de Stéphane Hessel. Le mouvement *Occupy Wall Street* s'en est inspiré. Modernes, les Indignés véhiculent leurs informations à travers les réseaux sociaux.

• Art sur le campus •

Beauté inaccessible

Selon Daniel Turp, amateur d'art et professeur en droit international à l'UdeM, un tableau d'une valeur de plusieurs millions de dollars est accroché à un mur de l'Université. Il suffit d'avoir accès au bureau de notre recteur, Guy Breton, pour voir *Hommage à Nelligan* (1971) de Jean-Paul Lemieux, une œuvre qui fait partie de la collection de l'Université.

Daniel Turp déplore que le tableau de Lemieux ne soit pas accessible à la communauté universitaire.

PHOTO : PASCAL DUMONT

« *Chaque fois que je vais dans ce bureau, ce qui compte pour moi c'est de voir ce tableau et de m'imprégner de l'atmosphère qui s'en dégage* », avoue l'ex-député provincial de Mercier.

Au premier plan, le tableau présente Émile Nelligan à l'expression triste, accoutré d'un manteau sombre dans le Carré Saint-Louis, reconnaissable par la silhouette des maisons en rangée à l'arrière. C'est l'hiver, le temps est gris et les arbres, sans feuilles. L'image reflète la douleur du poète qui a fini ses jours enfermé dans un asile.

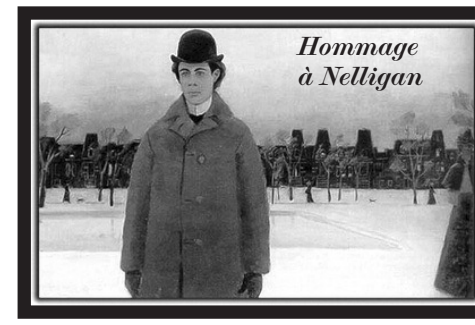
Le tableau était accroché derrière le bureau de M. Breton avant d'être déplacé sur un autre mur qui le met moins en valeur, selon M. Turp, qui a vu l'œuvre pour la dernière fois à l'été 2011. Les étudiants, eux, ont pu le voir pour la dernière fois en 2006 lors de l'exposition *Du Quêteux au Migrant, le nomadisme dans l'art au Québec* au Centre d'exposition de l'UdeM. « Hommage à Nelligan *n'est pas très accessible à la communauté universitaire, à moins d'avoir rendez-vous avec le recteur* », déplore M. Turp.

L'œuvre de Lemieux n'a jamais été évaluée, mais un autre de ses tableaux, *1910 Remembered*, a été vendu aux enchères le 24 novembre dernier à Toronto, au prix de 2 340 000 $, un record pour l'art canadien. « *Mon rêve, c'est de posséder, un jour, un original de Lemieux* », dit M. Turp. Pour l'instant, il devra se contenter de reproductions, de visites aux musées et de rendez-vous avec le recteur.

Un tableau historique

Hommage à Nelligan a été peint pendant la période la plus significative de la carrière de Lemieux, soit entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970, à une époque où l'art québécois était en pleine effervescence. En parfaite condition, il n'a eu de propriétaire que l'UdeM.

C'est André Bachand, père de l'actuel ministre québécois des Finances Raymond Bachand, qui est à l'origine de l'acquisition de cette œuvre majeure de Jean-Paul Lemieux. Entre 1968 et 1973, il convainc le rectorat de l'université et lance la campagne de financement du cinquantenaire qui permet de récolter des dons majeurs en argent et en œuvres, dont *Hommage à Nelligan*, fraîchement sorti de l'atelier de Lemieux en 1971. Une aubaine, à l'époque.



La collection d'œuvres d'art de l'UdeM est placée sous l'autorité du vice-recteur désigné par le recteur. Les artistes représentés sont majoritairement québécois : Paul-Émile Borduas, Marcelle Ferron, Marc-Aurèle Fortin, Alfred Laliberté, Ozias Leduc, Lisette Lemieux, Alfred Pellan, Jean-Paul Riopelle et Jean-Paul Lemieux, pour ne nommer que ceux-là. Ces œuvres se trouvent en grande majorité dans les réserves du Centre d'exposition.

Les raisons pour lesquelles *Hommage à Nelligan* se trouve dans le bureau du recteur plutôt qu'une autre des 450 œuvres de la collection de l'UdeM sont inconnues. M. Breton n'a pas donné suite à nos appels.

MARIANNE DROLET-PARÉ

• Portrait d'artiste engagé •

Choisir sa cause

On les croyait désintéressés de la politique, voire désillusionnés. Erreur. Les membres de Malajube sont montés sur la scène de la Place du Canada pour appuyer les étudiants contre la hausse des frais de scolarité le 5 avril dernier. Lui-même en grève depuis plusieurs semaines, le batteur Francis Mineau explique les formes d'engagement politique et social du quatuor québécois.

Malajube : Thomas Augustin, Julien Mineau, Francis Mineau et Mathieu Cournoyer (de gauche à droite)

PHOTO : DIDIER CHARETTE

« *La grève a stoppé mon retour en classe, alors j'ai commencé à m'intéresser au dossier* », explique Francis, qui entreprend, entre deux albums de Malajube, sa dernière année au baccalauréat en littérature française à l'UdeM. Il descend actuellement dans la rue au moins une fois par semaine pour manifester. « *Il faut le faire,* souligne le batteur de 32 ans. *C'est la même chose que le gaz de schiste. Si personne n'était monté aux barricades, ça aurait passé dans le beurre.* »

Quand la FAÉCUM a proposé à la formation de monter sur scène, Francis était déjà convaincu. N'étant plus étudiants, les autres membres du groupe n'étaient pas directement touchés par la cause, mais plutôt par la façon dont le gouvernement libéral gère l'État. « *Pour le groupe, c'est une façon de manifester notre désaccord envers le gouvernement en général, sa façon de gérer les grands dossiers et de traiter la population* », indique Francis.

Ce n'est pas la première fois que Malajube participe à ce genre d'évènement de contestation. Le mois dernier, il était du spectacle-bénéfice pour la Fondation Rivières afin de sauver une rivière à Sainte-Ursule. « *C'est plus simple pour nous d'être engagé politiquement comme ça, en nous associant à des causes et sans nécessairement composer une nouvelle chanson engagée* », admet-il.

Les chansons du groupe parlent souvent de relations amoureuses de façon abstraite et poétique. « *On n'a jamais été un groupe engagé politiquement de manière explicite dans nos paroles ou dans nos thèmes,* raconte Francis. *Il ne faut pas pousser là où l'on ne se sent pas à l'aise.* »

Engagés pour le français

Chanter en français est, pour Malajube, son seul engagement explicite. « *Ce n'est pas exclusivement politique, on n'a pas besoin de se battre haut et fort pour le faire, parce que c'est notre langue maternelle,* explique Francis. *Julien n'a jamais été intéressé par l'écriture en anglais et encore moins par l'interprétation dans cette langue.* »

Toutefois, pour la diffusion et la vente de disques à l'international, c'est une autre histoire, selon Francis. « *Nous nous sommes coupés de la diffusion de masse,* avoue-t-il. *Mais en même temps, il y a un côté exotique à chanter en français. Ça attire les gens.* »

Inspirés par leur passage à la Place du Canada, les membres de Malajube se voient participer à davantage de spectacles du genre, avant d'entrer en période d'écriture pour leur cinquième album. « *Nous sommes bien positionnés pour ça, et on va le faire de plus en plus,* affirme le batteur. *Il y a tellement de choses qui ne fonctionnent pas au Québec.* »

DIDIER CHARETTE

À surveiller cet été

par MATHIEU MIREAULT

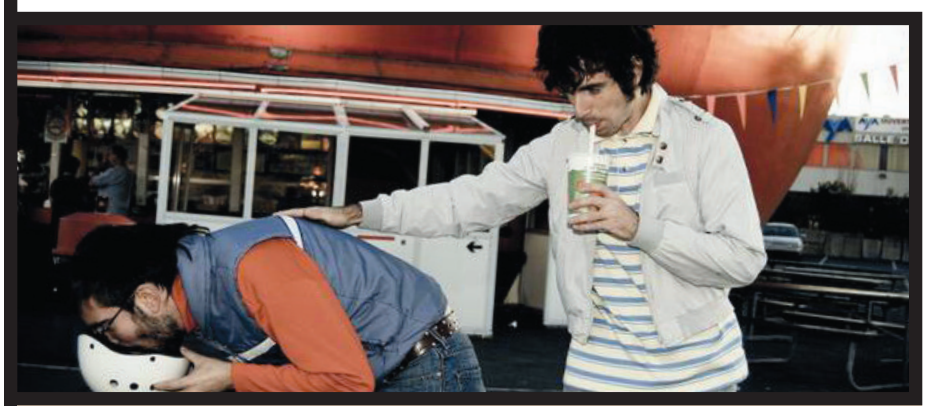
Voici quelques groupes qui alimenteront vos discussions pendant la période des canicules.

Half Moon Run

Half Moon Run a le vent dans les voiles. On dit qu'il y avait plus de spectateurs au lancement de *Dark Eyes,* leur premier album, le 2 avril dernier, qu'au lancement du premier album d'Arcade Fire. Comme la troupe à Win Butler, Half Moon Run joue du indie rock sombre, complexe. Le groupe montréalais charme par ses refrains qui s'apparentent à des airs de chorale et retient l'attention du public grâce à ses percussions entraînantes. La poésie du groupe explore les recoins mélancoliques de l'âme humaine. La première pièce de l'album, « Full Circle », reflète la pleine mesure du talent du groupe par sa mélodie envoûtante et les envolées vocales du chanteur. Malheureusement pour les mélomanes montréalais, Half Moon Run part à la conquête de l'Europe cet été, laissant ainsi ces citadins sur leur faim jusqu'au retour du groupe pour la fin de semaine d'Osheaga, du 3 au 5 août prochain.

A$AP Rocky

Verrouillez votre armoire à pharmacie, A$AP Rocky sera bientôt en ville. Le rappeur new-yorkais est reconnu pour ses rythmes lents à souhait, sa dépendance au sirop contre la toux et ses habits guindés. Son style est fortement influencé par le *Chopped and screwed,* une forme de hip-hop catégorisée par l'utilisation de voix grave hypnotisante et par son tempo à 60 bpm (le hip-hop classique se joue habituellement entre 80 et 90 bpm). Avec seulement deux *mixtapes* à son répertoire, l'artiste a signé un contrat de trois millions de dollars avec Sony et sa filière RCA Records pour son premier disque, intitulé *LongliveA$AP,* qui paraîtra en juillet. A$AP – qui sera de passage à Osheaga – promet de nombreuses collaborations avec des artistes de renom sur ce disque, tels que le producteur et rappeur Pharrell.



Half Baked

Half Baked renoue avec la cassette pour explorer un nouveau registre. Sur cet opus intitulé *La prochaine fois le feu*, le duo laisse tomber ses influences électroniques pour mieux tapisser ses chansons de distorsion et de solos de basse bien gras. La cassette sera disponible dès le 21 avril. Toutefois, la musique du groupe montréalais prend tout son sens pendant les performances du groupe. L'énergie de Yann Godbout sur scène, chanteur et bassiste du groupe, est contagieuse. Le chanteur danse au milieu de la foule, va au bar durant une chanson pour prendre un *shooter* et utilise les meubles de la salle comme tremplin. De passage à L'Esco, rue Saint-Denis, le 5 avril dernier, Half Baked a conçu un nouveau décor de scène et l'a agrémenté d'un crucifix illuminé au néon.

1995

L'accent français résonnera le 15 juin prochain au Club Soda. La troupe parisienne 1995 sera de passage à Montréal à l'occasion des Francofolies au grand plaisir des amateurs de rap émergent. Le collectif, qu'on nomme également undoubleneufcinq, ravit le cœur du public depuis son ascension fulgurante dans les médias sociaux. Les *beats* de DJ Lo s'inspirent directement de l'âge d'or du hip-hop, dénotant son goût marqué pour les rythmes jazzy et soul. Avec leurs paroles promptes à la fête, les rappeurs Nekfeu et Alpha Wann, figures marquantes du collectif, sont à mille lieues des rappeurs engagés ou *gangster*. Paru en mars dernier, leur deuxième maxi, *La Suite,* étonnera plusieurs Québécois qui pensaient que le rap français était mort depuis la fin des années 1990.

UL
CAMPUS D'ÉTÉ
À L'ÉTÉ 2012, PAS DE VACANCES POUR LES PASSIONNÉS!
61 écoles d'été / 1 300 cours réguliers / 120 cours à distance
ulaval.ca/ete
UNIVERSITÉ LAVAL
Ville de Québec